Présentation Région Provence – Alpes – Côte d'Azur

16 juin 2015

Libers - Egalist - Fraternits RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Ministère de l'Écologie,

du Développement durable et de l'Énergie

L'environnement en France ÉDITION 2014



De l'engagement à l'obligation

« ... La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités

publiques... »

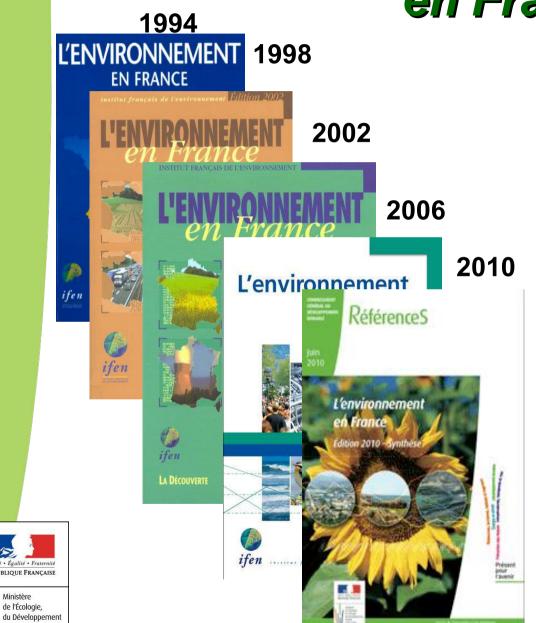
Sommet de la Terre de Rio (1992)







Tous les 4 ans : le grand rendez-vous de l'information environnementale en France



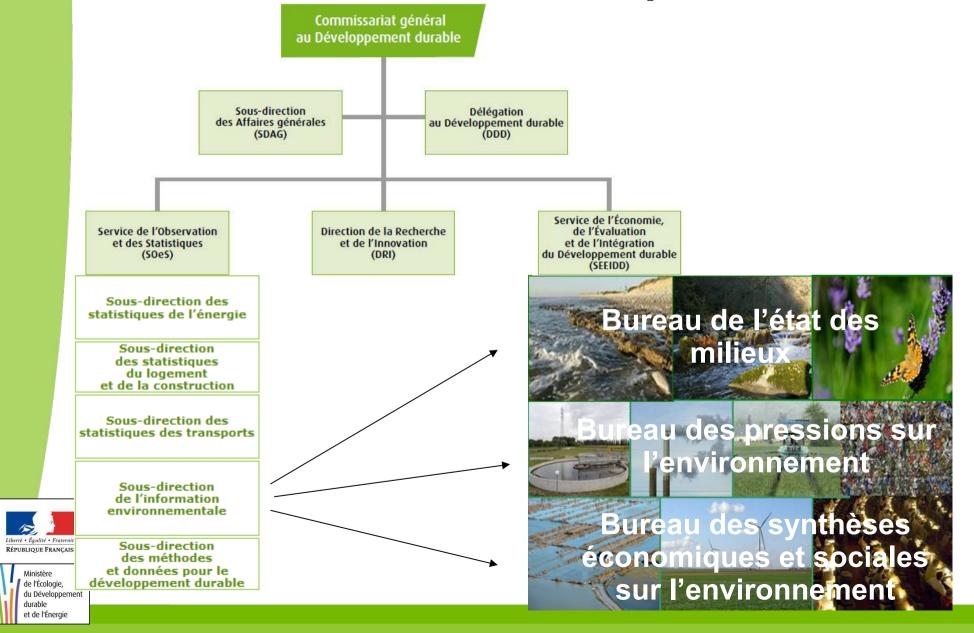
et de l'Énergie

5 décembre 2014

L'environnement en France ÉDITION 2014



Diffuser l'information environnementale, une des missions du service de l'Observation et des Statistiques



« L'essentiel sur », socle de l'information environnementale sur le web



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

- <u>250 articles</u> synthétiques consolidés par des_ <u>graphiques</u>, <u>tableaux de données</u> ou <u>cartes</u>,

<u>téléchargeables et</u> <u>commentés,</u>

et régulièrement mis à jour

300 000 téléchargements de pages en 2014

Repères

Chiffres clés de l'environnement

Dointsur

Repères



Les proliférations d'algues sur les côtes métropolitaines

Industries

Édition 2014

et environnement

... complété par des publications

point

Les teneurs en nitrates augmentent dans les nappes phréatiques jusqu'en 2004 puis se stabilisent

mais de fortes disparités régionales existent

Chiffres & statistiques

La qualité de l'air en 2011 : nce dans l'Union européenne Études & documents

Études & documents Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte Le marché de l'emploi de l'économie verte

Les formations initiales en environnement Définitions, périmètres et suivi statistique -

Repères

Le cycle des matières dans l'économie française

Repères

Les éco-activités et l'emp environnemental en 2012 premiers résultats

Chiffres & statistique

Dointsur

n°177

La face cachée des matières mobilisées par l'économie française

nie trançaise qui est de 15 t/hab. en 2010, s%iève à 22 t/hab. es (y compris les ressources utilisées à l'étranger pour les

Études & documents

Les parcs naturels régionaux : chiffres clés

20

point

L'évolution des zones humides entre 2000 et 2010 Des pressions toujours fortes

Études & documents

Basol: un panorama des sites et sols pollués, ou potentiellement pollués,



Édition 2014

Chiffres & statistiques

n° 385 de déchets produits

355 millions de tonnes en France en 2010

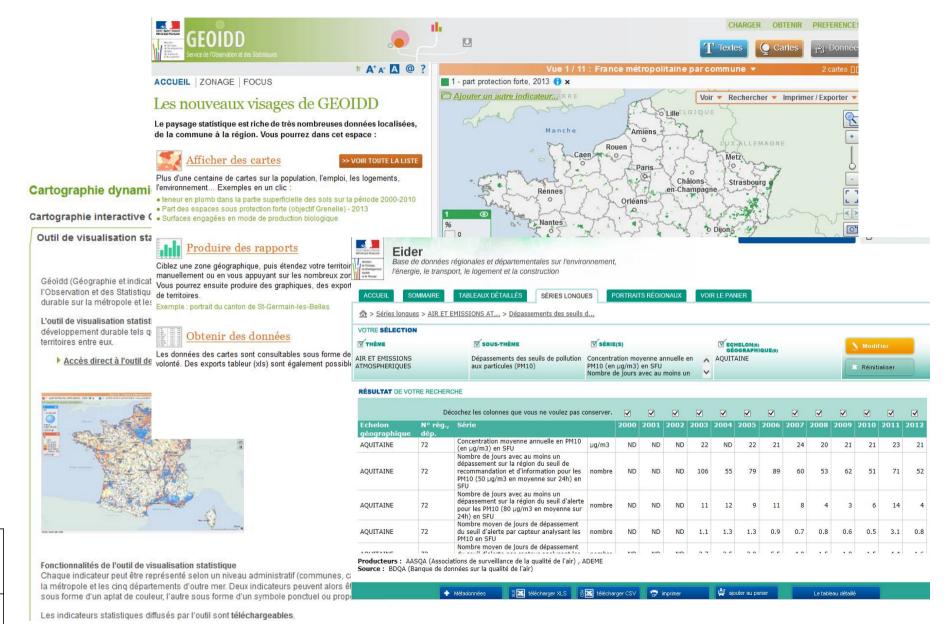
10 indicateurs dés de l'environnement luillet Edition 2014 2014 Chiffres & statistiques Opinions et pratiques environnementales des Français L'économie de l'environnement en 2012 Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement







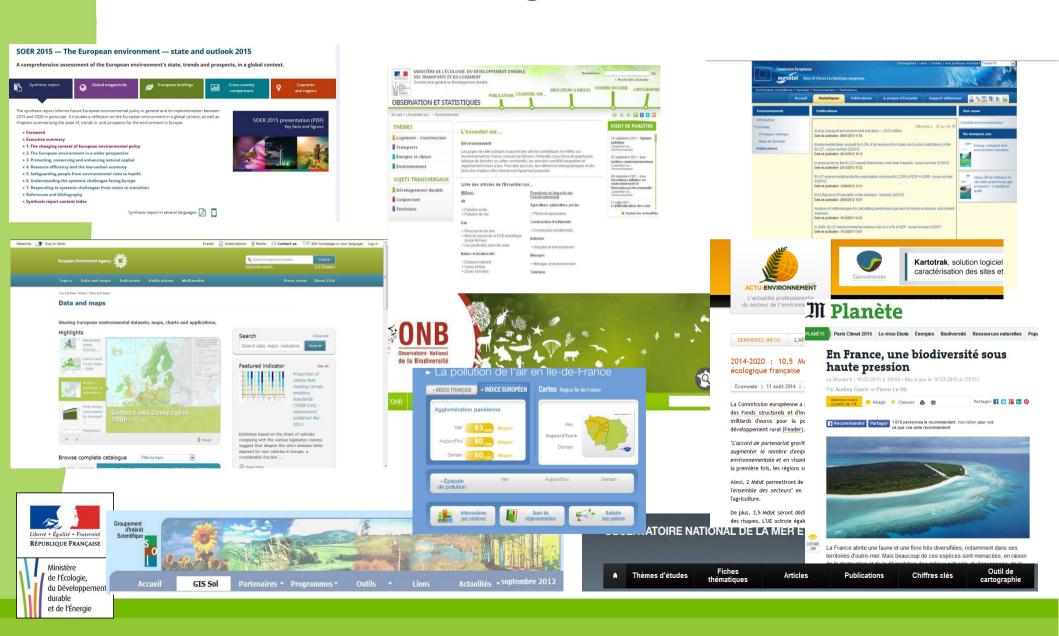
... et des données en libre service





Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

En 20 ans, l'information environnementale s'est considérablement enrichie et est devenue largement accessible



Le portail « Tout sur l'environnement »

Offrir au public un accès à l'information environnementale



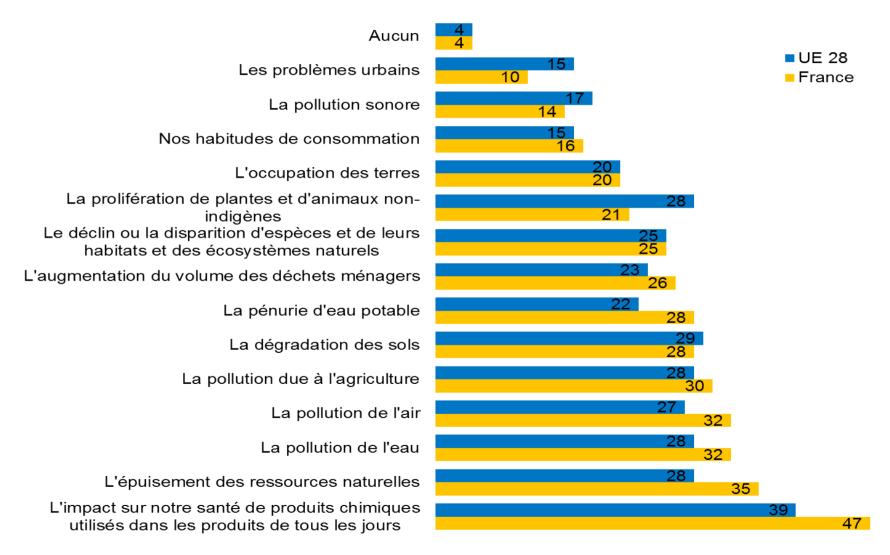
Restituer et valoriser ces ressources de manière organisée et pertinente :

- par grands thèmes (22) et sous-thèmes (156)
- en les rendant accessibles à plusieurs échelles territoriales (région, département, commune)
- en facilitant leur accès à l'aide de mots-clés et de filtres.



85 000 ressources référencées et 185 adhérents au 1er janvier 2014

Des déficits d'informations subsistent





Source : Eurobaromètre, "Attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'environnement", mai 2014.

Constats et enjeux en 2014

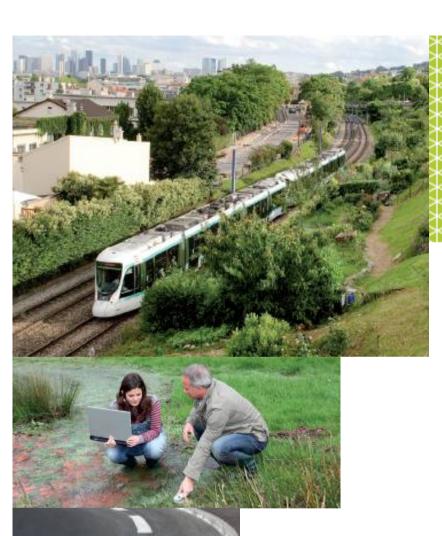
Une information environnementale disponible abondante, mais globalement disparate, dispersée et hétérogène

Des domaines encore lacunaires et des problématiques émergentes

Intégrer et mettre en cohérence toute l'information fiable disponible

Donner une **lecture globale** de l'ensemble des informations sur l'environnement









Une société en transition ?









30 NOVEMBRE – 11 DÉCEMBRE 2015





environne

2015-2020









Stratégie nationale de

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE pour la **CROISSANCE VERTE**







eux, engagez-vous dans la transition énergétique









Une agence au ser

écophyto2018

Réduire et améliorer l'utilisation des phytos : moins, c'est mieux



de l'Écologie, du Développement et de l'Énergie









Développement de l'éducation à l'environnement et au développement

durable

Près de 2000 associations organisant chacune près de 100 animations par an (biodiversité, milieux, faune, développement durable, déchets, eau, flore, énergie...)

























ultation nationale sur l'eau : les CPIE





et devenez partie prenante en donnant votre avis sur l'eau !

offres d'emploi diffusées, le site

Reinignez-nous

ACCÈS RAPIDE

Des ressources en partage PLATEFORME DU RESEAU

Label E3D

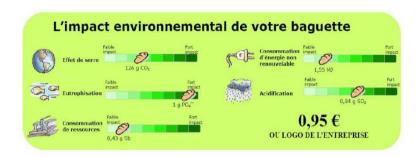
Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

(établissement en démarche DD)

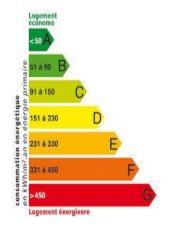
Élargissement de l'affichage environnemental













et de l'Énergie

Eco-label Européen.



Moins d'énergie pour le chauffage

Croissance du marché Bio

Des véhicules plus économes en énergie

Des comportements individuels et collectifs plus respectueux de l'environnement émergent











Moins de déchets

Moins d'eau consommée



Mobilité durable

Ecoquartiers

Actions conduites pour des raisons environnementales au cours du dernier mois

Tri de la plupart des déchets pour le recyclage

Réduction de sa consommation d'énergie

Réduction de sa consommation d'eau

Choix de produits locaux

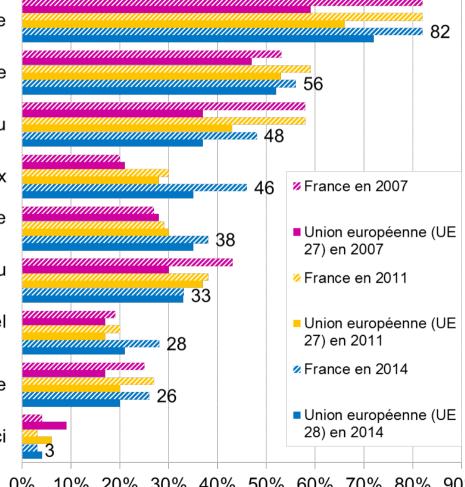
Choix d'un mode de déplacement respectueux de l'environnement

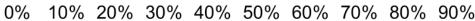
Réduire sa consommation de produits jetables ou sur-emballés

Achat de produits écologiques portant un label environnemental

Moins utiliser sa voiture

Aucune de celles-ci

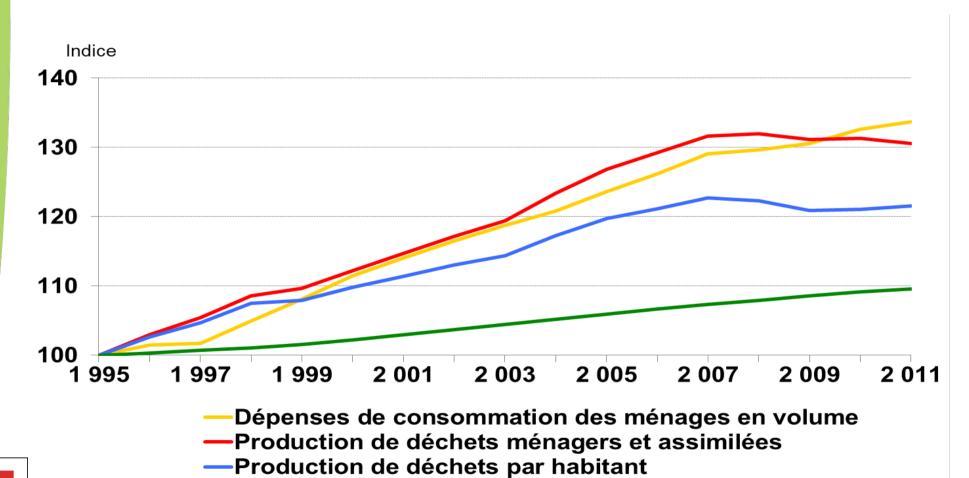




Source : Eurobaromètre, "Attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'environnement", mai 2014.



Moins de déchets ménagers produits

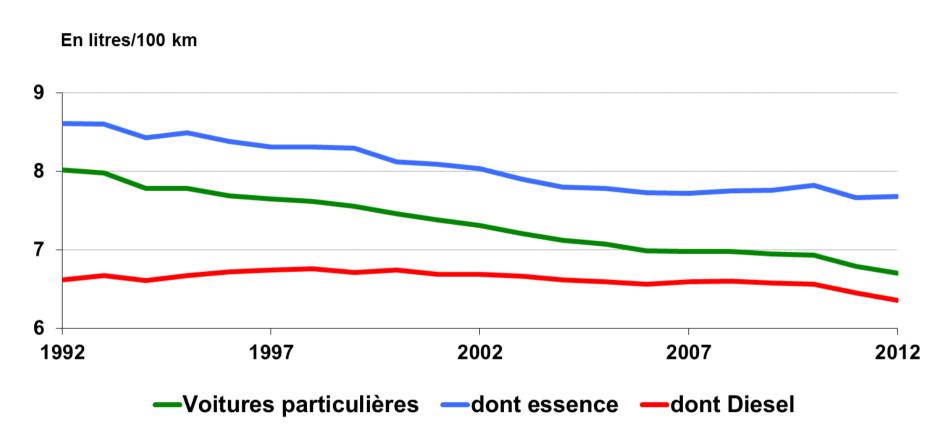


Source: SOeS, 2013.

Population

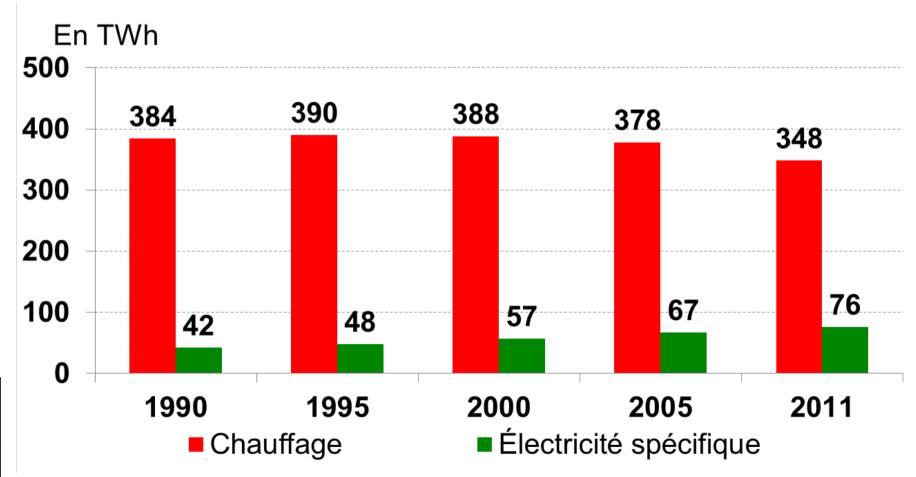


Des véhicules immatriculés moins consommateurs de carburants



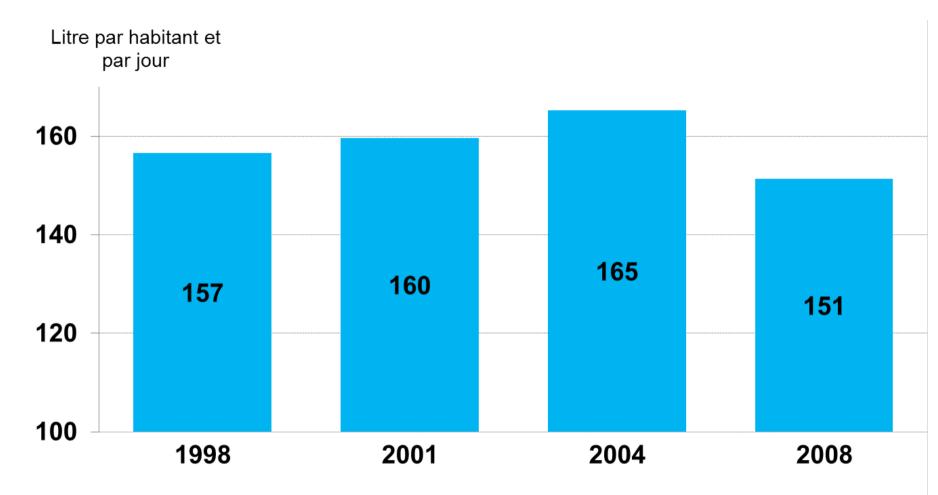


Moins d'énergie pour le chauffage mais hausse de la consommation d'électricité pour les autres usages





Moins d'eau consommée

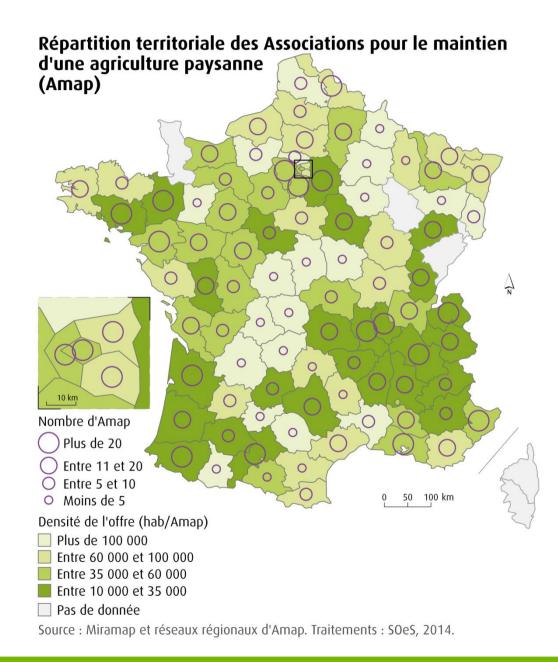




Note : périmètre France métropolitaine et départements d'outre-mer. Source : SOeS – SSP, enquêtes Eau 1998, 2001, 2004 et 2008.

Développement des circuits courts

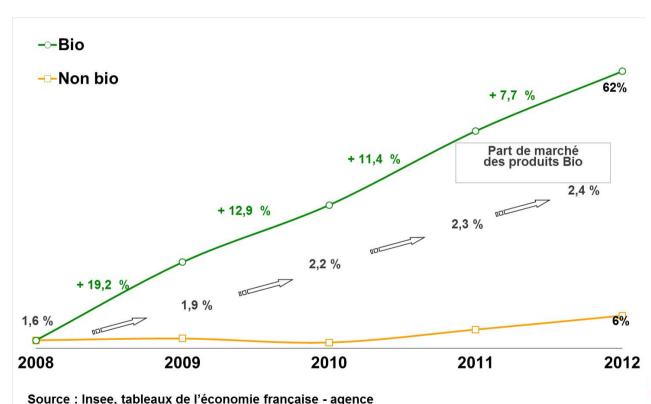
43% des
consommateurs
français considèrent
que les circuits courts
sont de nature à
résoudre les
problèmes
environnementaux à
l'échelle nationale





Le développement du marché Bio

En 2012, 71% des Français déclaraient privilégier les produits respectueux de l'environnement







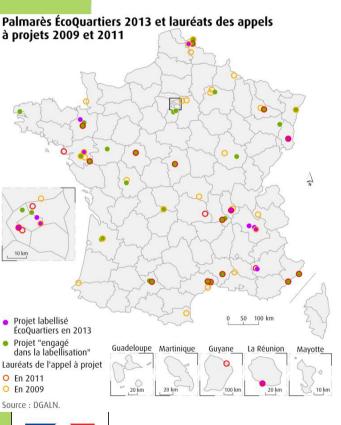


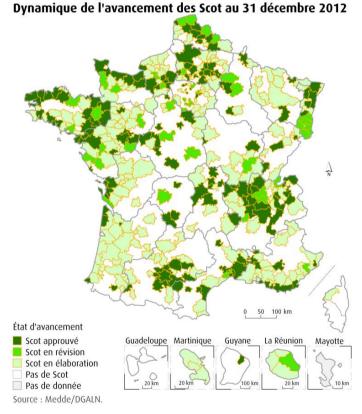
Les territoires se mobilisent

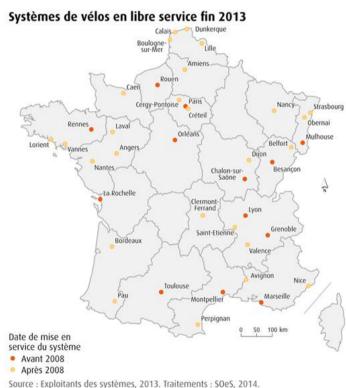
Écoquartiers

Aménagement du territoire

Mobilité durable



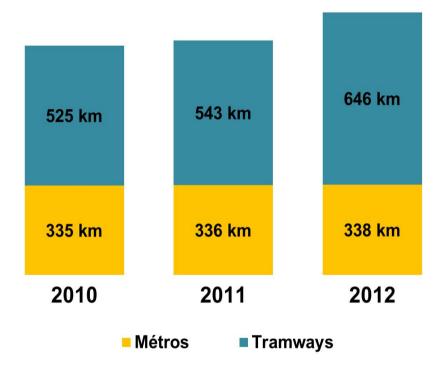


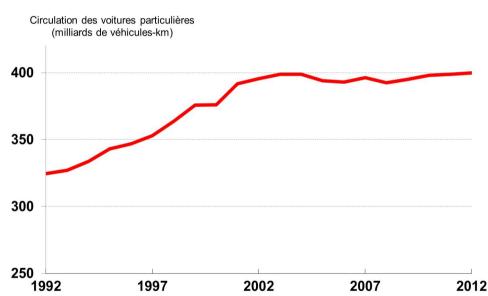


Liberti • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

Développement des transports en commun mais stabilité des km parcourus en voiture





+10 000 km de lignes de bus entre 2010 et 2012 en province





Développement des formations environnementales

Eco-activités

L'appareil de production verdit



R&D et Innovation

Formation continue Reconversion









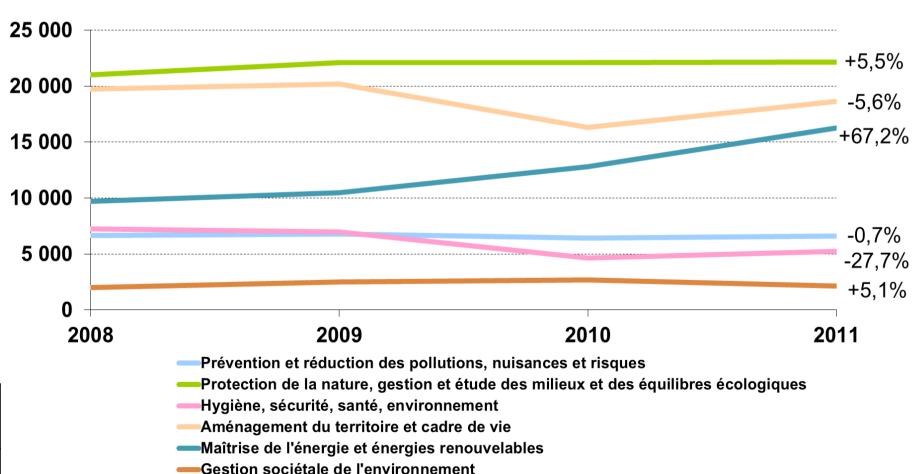




Des élèves et étudiants en environnement toujours plus nombreux

Une dynamique portée par le domaine de l'énergie

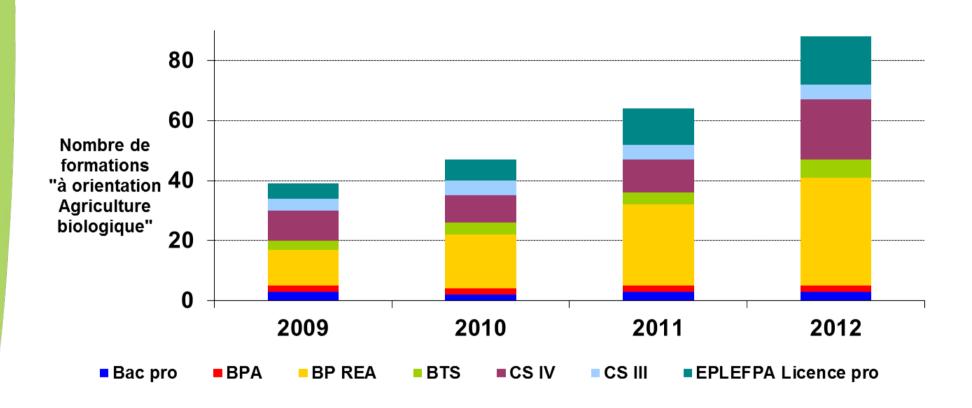
Nombre d'inscrits en dernière année d'une formation initiale environnement

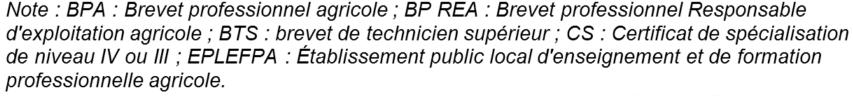




Évolution des formations agricoles

Forte croissance des formations à orientation AB









Source: Réseau formabio.

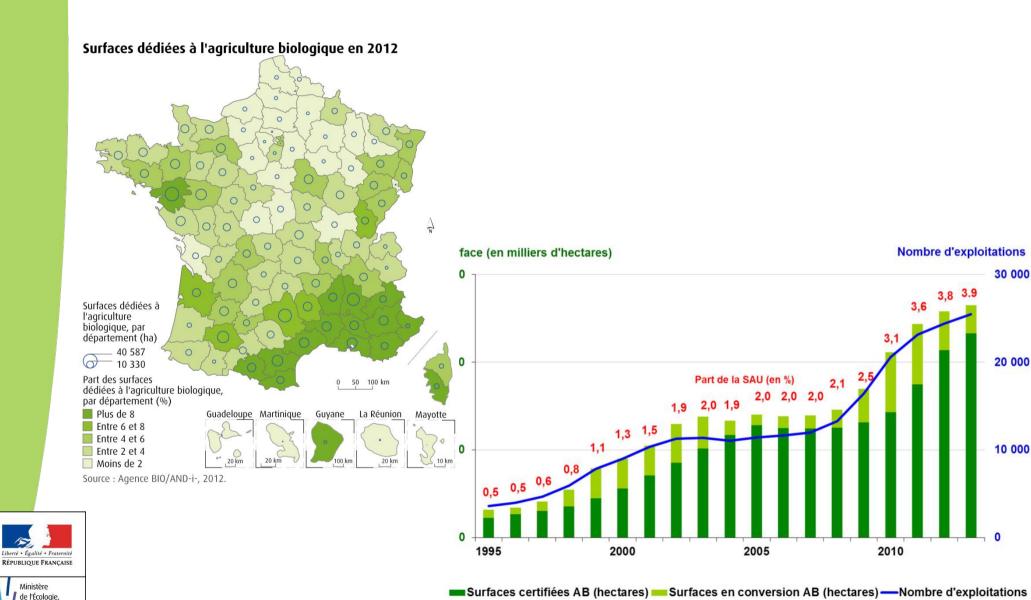
Près d'un million d'emplois générés par les activités de l'économie verte en 2011

L'emploi dans les éco-activités en croissance de 3,9 % en moyenne par an sur la période 2004-2012.

Les pouvoirs publics à tous les niveaux mobilisés en faveur de l'économie verte : filières industrielles stratégiques, pôles de compétitivité, R&D et innovation...

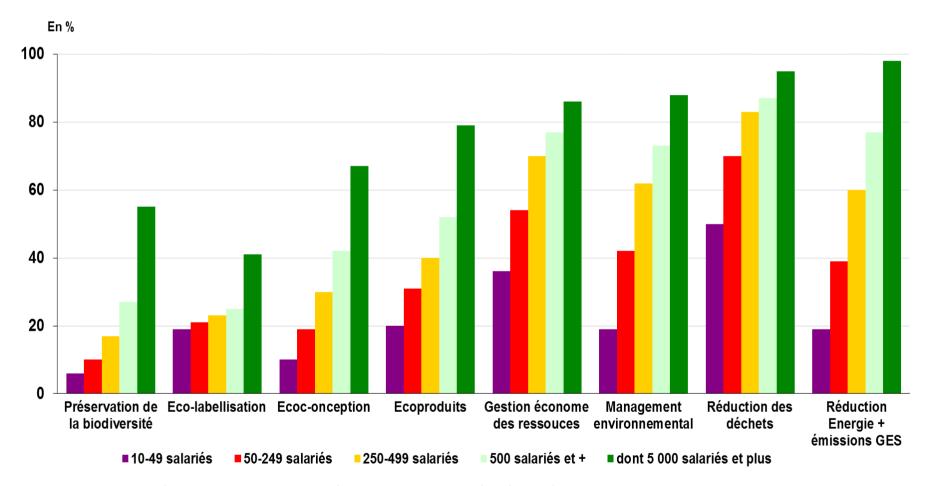


Développement de l'agriculture biologique



du Développement durable et de l'Énergie

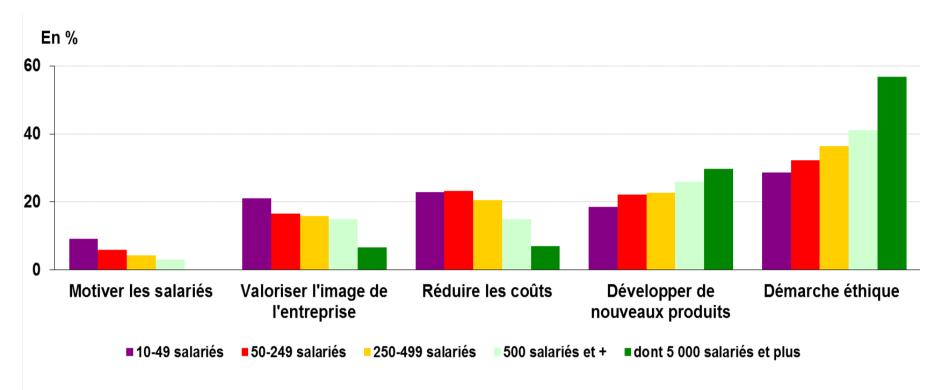
Des démarches environnementales mises en œuvre par les entreprises...





Source : Insee, Enquête sur les entreprises et le développement durable, réalisée auprès de 150 383 entreprises fin 2011. Traitements : SOeS, 2013.

.. Avec des motivations diverses



Source : Insee, Enquête sur les entreprises et le développement durable, réalisée auprès de 150 383 entreprises fin 2011.

En 2011, 94% des grandes entreprises publient des rapports sur leur performance de durabilité contre 59% en 2008.







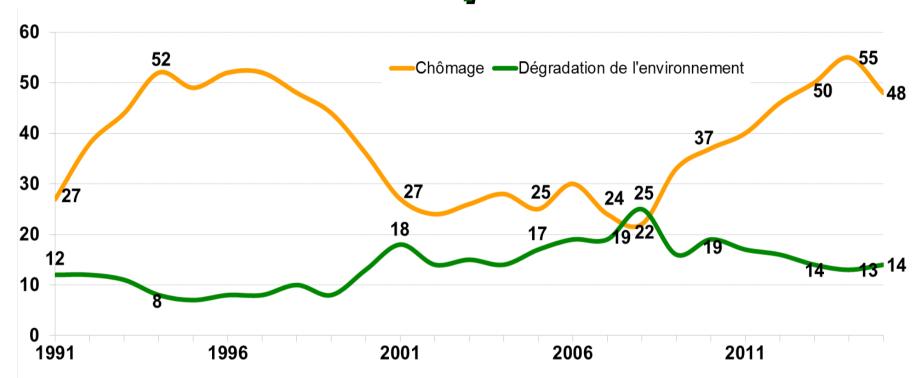
La France est-elle pour autant plus vertueuse ?







Mais l'économie et écologie peinent toujours à s'accorder dans l'opinion

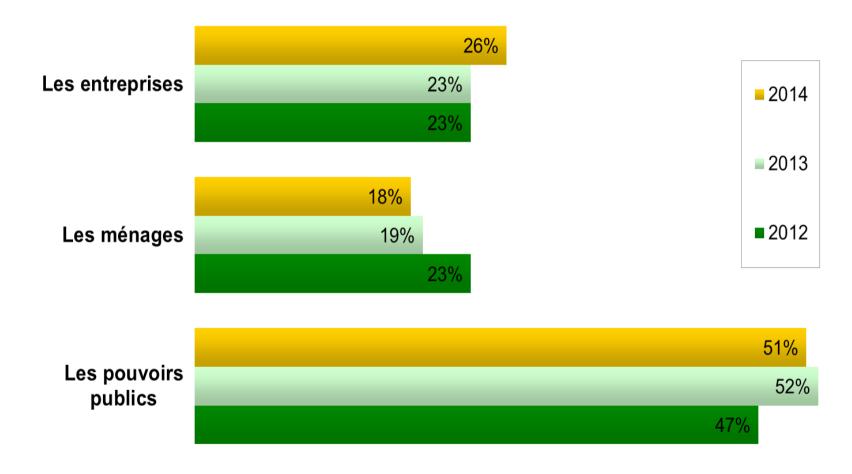


Note : les courbes représentent respectivement la part des Français citant la dégradation de l'environnement et le chômage comme faisant partie de leurs deux principales préoccupations.

Source : Credoc (en partenariat avec l'IFEN puis le SOeS), enquêtes sur les conditions de vie et les aspirations des Français, 1991-2015.



Qui devrait agir pour la protection de l'environnement ?





Source : SOeS, Plateforme Environnement de l'enquête de conjoncture auprès des ménages

Des pressions sur l'environnement qui demeurent importantes















Des territoires inégalement exposés

Projet de recherche Plaine

(plate-forme intégrée pour l'analyse des inégalités environnementale d'exposition)

Inégalités environnementales – PLAINE Résultats pour la PACA (décembre 2012)

Contexte: Appui MEDDE, PNSE2

Echelle régionale, 4 ETM Résolution kilométrique Données : 2004 et alentours

Attention : la mise à disposition des données brutes à l'INERIS fait l'objet de conventions ad hoc; ces données ne sont pas diffusables telles quelles

par l'INERIS.

Pas de modélisation : annuel Hypothèse d'exposition: 70 ans

Carte d'incertitude : Plus l'incertitude est élevée, plus la maille est grossière Légende de classification variable en fonction des polluants et du type de

carte présenté

DJE: voie d'ingestion uniquement

ISR : voie d'ingestion et voie d'inhalation pondérées par les Valeurs

Toxicologiques de Référence

ISR combiné : somme des ISR des polluants Cd, Pb, Ni

N° de référence : DRC-13-133187-01132A

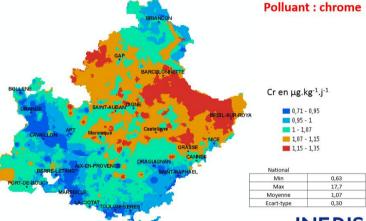
Voies d'exposition :

- Inhalation
- Ingestion de sol,
- Ingestion d'eau de consommation,
- Ingestion d'aliments locaux

INERIS

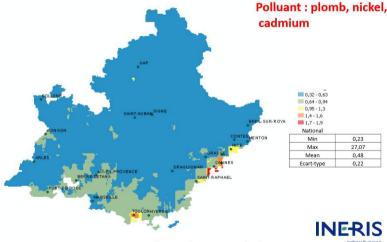
Ingestion d'aliments commerciaux.





Source : INERIS, carte construite à partir des sources précitées

Indicateur spatialisé relatif combiné



Source : INERIS, carte construite à partir des sources précitées

http://www.ineris.fr/dossiersthematiques-ineris/143912



Des populations inégalement exposées

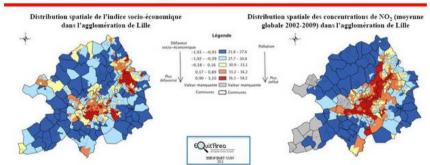
Projet de recherche Equit'area

(école des hautes études de santé publiques)



http://www.equitarea.org

Exposition au NO₂ et défaveur socio-économique Agglomération de Lille



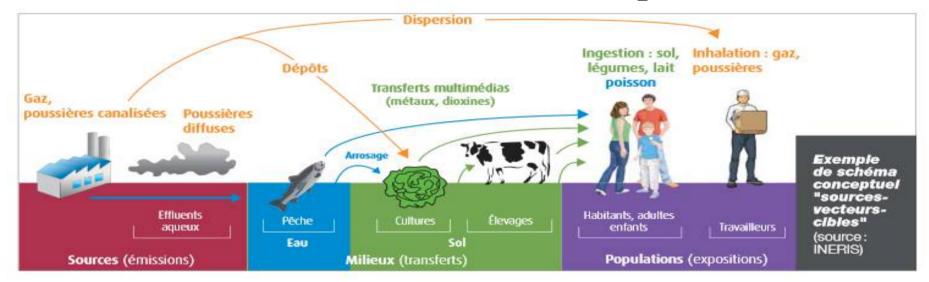
Commentaires

La comparaison de la distribution spatiale de l'indice de défaveur socio-économique (carte de gauche) avec celle des concentrations moyennes du NO₂ dans l'air (carte de droite) met en évidence une certaine similitude : le niveau de défaveur et les concentrations atmosphériques du NO₂ tendent à augmenter parallelement. Ainsi, les IRIS défavorisés localisés dans les villes de Lille et Roubaix ou Tourcoing affichent des concentrations de NO₂ plus élevées (IRIS colorés en rouge/orangé sur les 2 cartes). A l'inverse, les IRIS situés en périphérie de l'agglomération, et en particulier ceux localisé au Nord-Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est, présentent des niveaux de défaveur et de NO₂ plus faibles (IRIS colorés en bleus sur les 2 cartes). On note cependant de nombreuses exceptions, au Nord-Est de la ville de Lille par exemple, qui présente un agrégat d'IRIS aux valeurs de NO₂ plus élevées alors que la défaveur n'y est pas marquée (IRIS colorés dans les tons bleus); ces secteurs sont proches de l'axe routier qui relie Lille et Roubaix et Tourcoing ou de l'autoroute A22.

Nota les IRIS griés ne sont pas des secteurs d'habitation, selon l'INSEE (carte de «Défaveur») ou n'ont pas de capteur fixe permettant de caler les valeurs modélaisées de NO2 (carte de «Pollution»).



Des impacts potentiels sur la santé et les écosystèmes



De nombreux polluants présents de l'environnement classés cancérigène pour l'Homme ou Perturbateur endocrinien

De multiples voies de transfert des polluants

5 à 10% des cancers liés à des causes environnementales (InVS)



Des suspicions : cancers, maladie de Parkinson, anomalies du développement fœtal, problème de fertilité, ...

Des atteintes aux services rendus par les écosystèmes

Services de régulation

(climat, qualité de l'air, qualité de l'eau, érosion des sols, risques naturels,...)

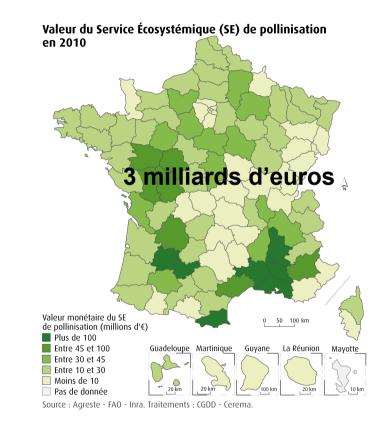
Services d'approvisionnement

(eau douce, ressources alimentaires, matériaux de construction, ressource énergétiques, ressources pharmaceutiques...)

Services socio-culturelles

(tourisme, aménités,...)

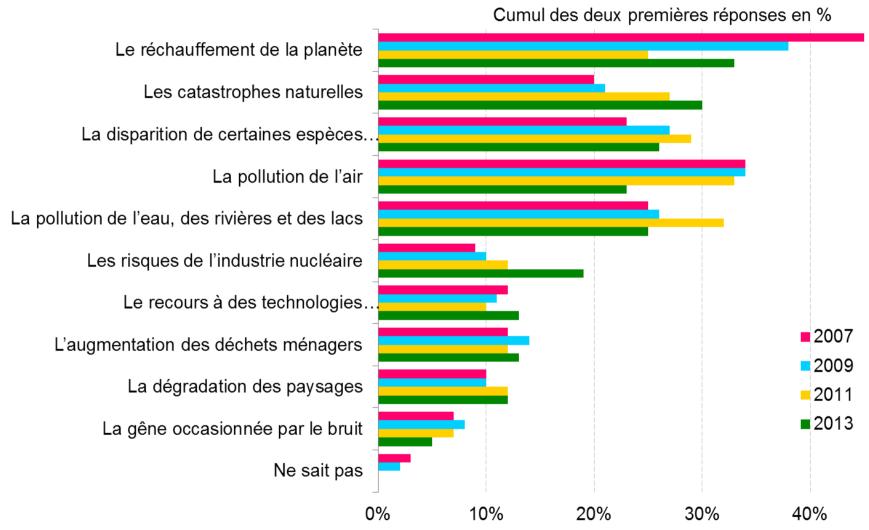




De nombreux programmes de recherche visant à évaluer les services écosystémiques (zones humides, pollinisation, forêts, prairie,...)



Des sujets de préoccupation





et de l'Énergie

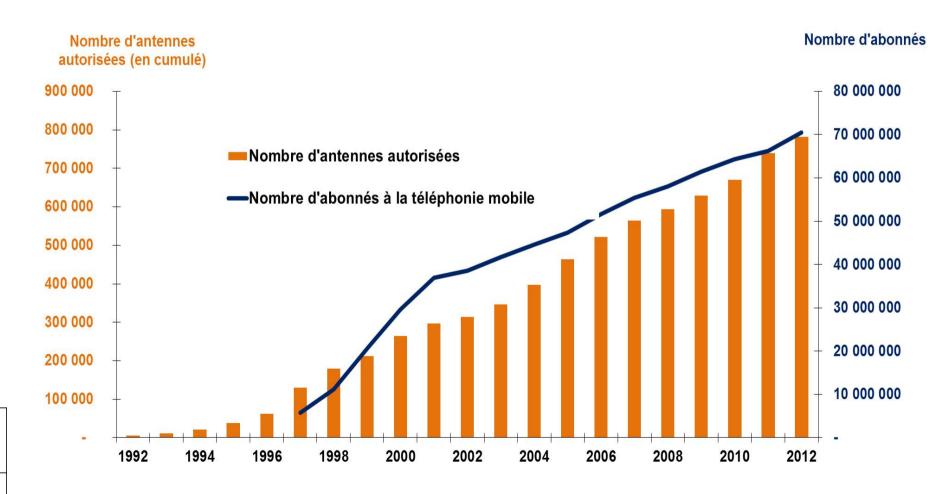
Question posée : Parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quels sont les deux qui vous paraissent les

plus préoccupants? **Source**: SOeS

L'exposition aux ondes

Les ondes électromagnétiques Les ondes d'extrêmement basse fréquence

Des incertitudes en matières d'effet sur la santé



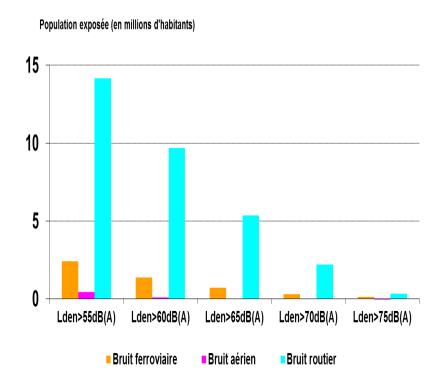


L'exposition aux nuisances sonores

Les transports routiers, la principale source de bruit Près de 10 millions de Français exposés à un niveau de bruit de jour dépassant 60 dB(A) du fait du trafic routier 86 % des Français se déclarent gênés par le bruit (sondage Ifop d'octobre 2014)

Des impacts sur la santé : perte de jour en bonne santé, ...

Population exposée au bruit de jour dans les agglomération de plus de 250 000 habitants



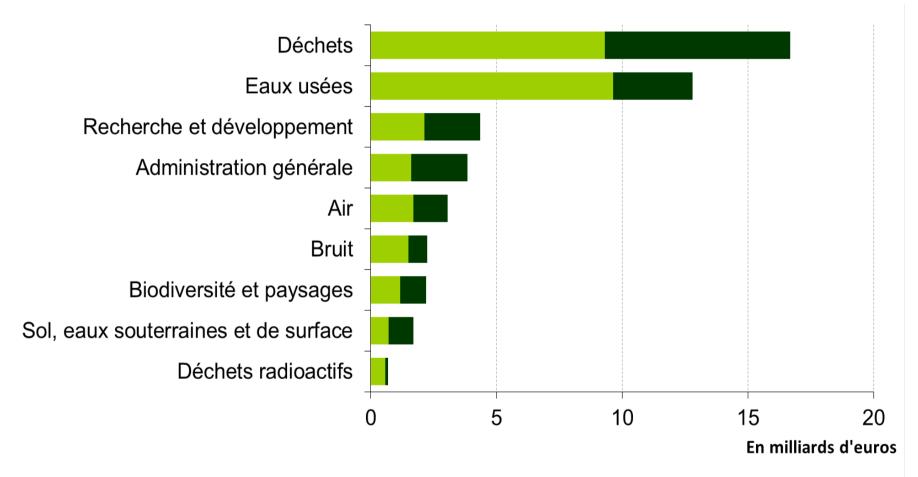
Mesures préventives et curatives

2,3 milliards d'euros mobilisés (isolation acoustiques des bâtiments, dispositifs de protection, ...)

Élaboration de plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE)



Des dépenses de protection de l'environnement en hausse 47,5 milliards d'euros en 2012





Note: données 2012 provisoires.

Source: SOeS.

Dépense en 2000

■ Augmentation de la dépense entre 2000 et 2012



Qu'en est-il de l'état de l'environnement en France ?













Les milieux et la biodiversité

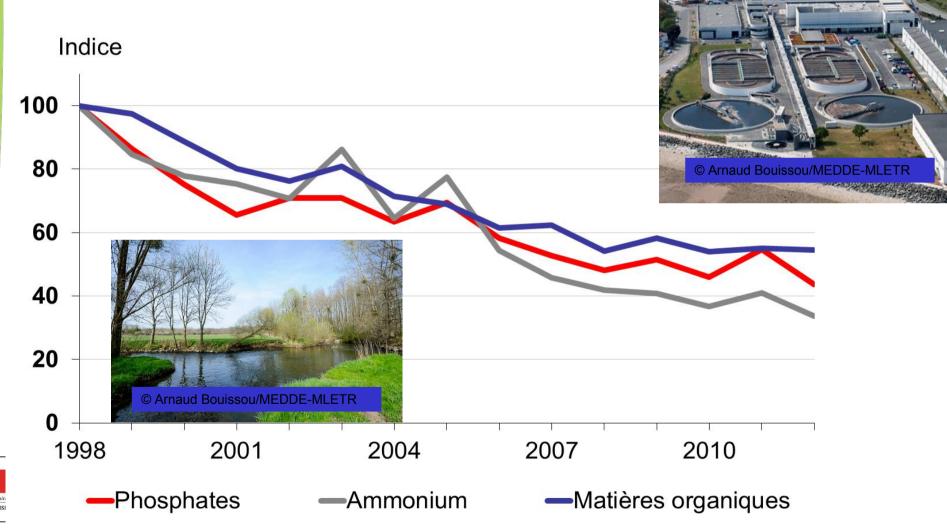
de réelles améliorations

mais des objectifs encore non atteints



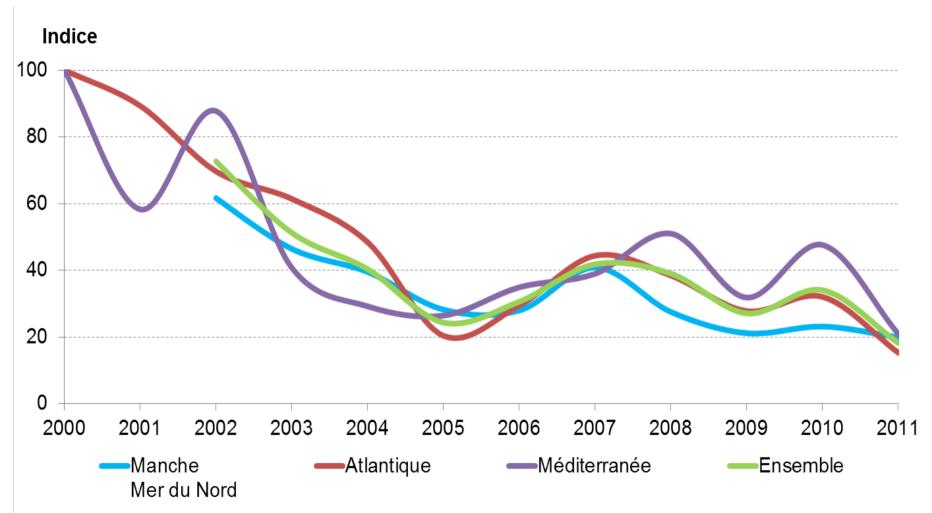
La qualité des rivières s'améliore

Moins de matières organiques et phosphorées





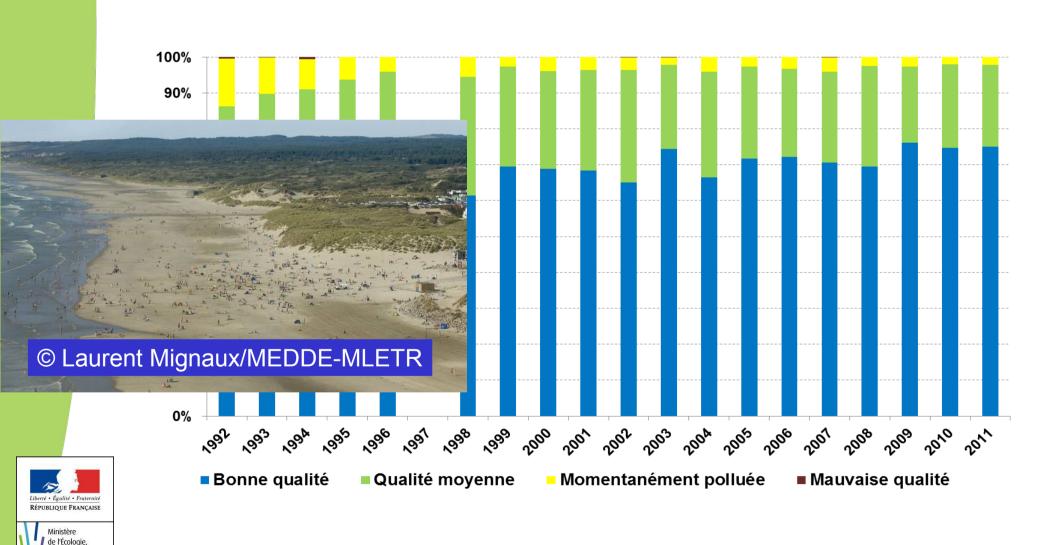
Moins de rejet de matières phosphorées en mer





Source : agence de l'Eau - Schapi, banque Hydro, 2012, SOeS.

En 2011, 98% des zones de baignade de métropole ont des eaux conformes à la réglementation



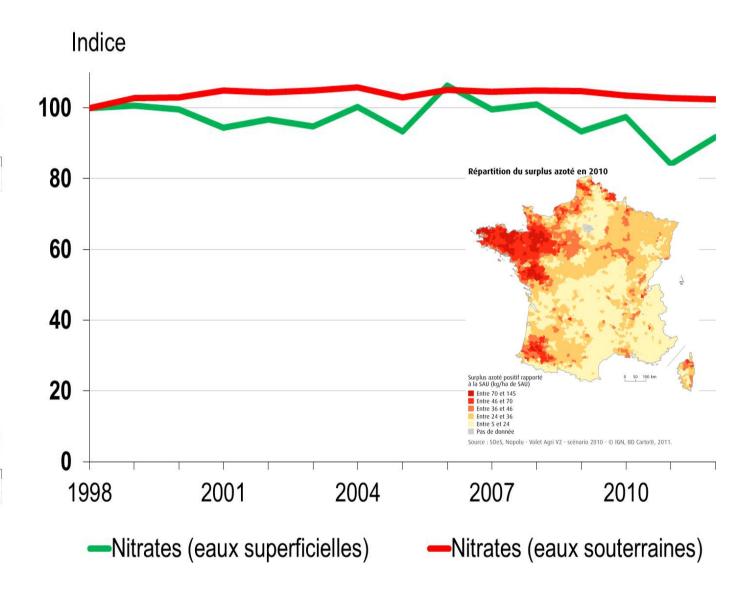
du Développement durable et de l'Énergie

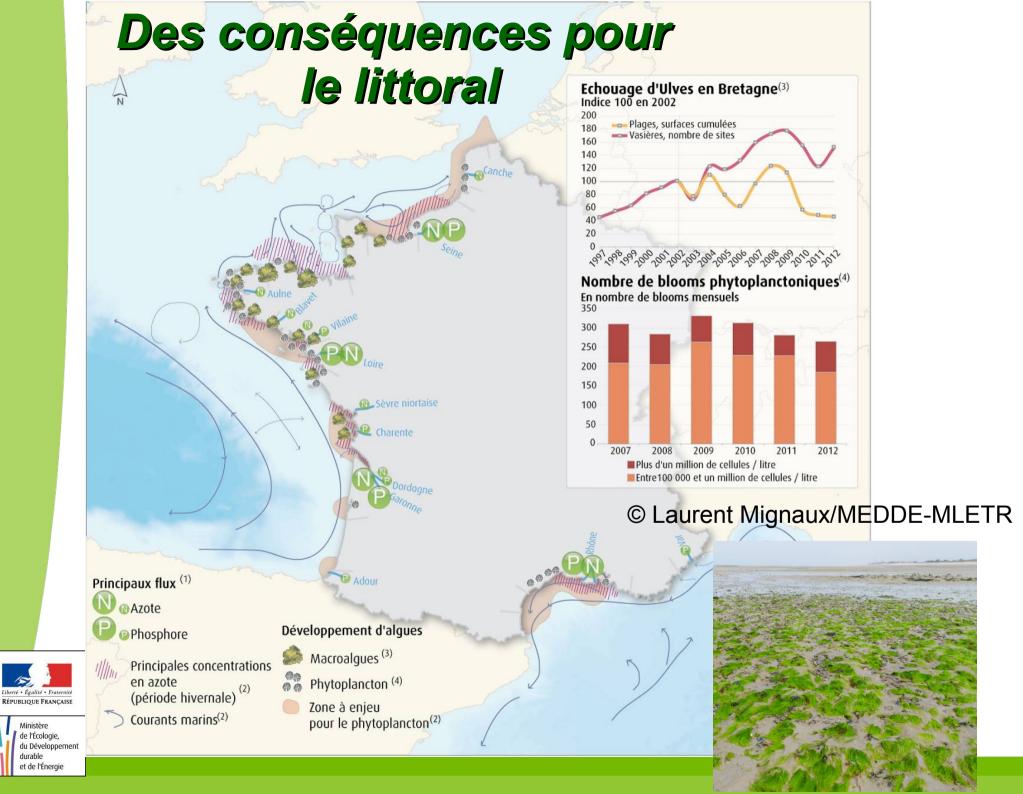
Concentration moyenne en nitrates dans les cours d'eau Moyenne par secteur hydrographique (mg/l) Entre 25 et 40 Guadeloupe Martinique Guyane La Réunion Entre 10 et 25 Moins de 10 Pas de mesure Concentration moyenne en nitrates dans les eaux souterraines en 2011 par aquifère (mg/l) Plus de 50 Entre 40 et 50 Entre 25 et 40 Martinique Guyane La Réunion Entre 10 et 25 Moins de 10 Pas de mesure Nappe avec un seul point

Source : agences de l'Eau - offices de l'Eau - BRGM, banque Ades (réseaux RCS, RCO), 2012 - SOeS, aquifères d'après la BDRHFV1 du BRGM. Traitements: SOeS, 2013.

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

La pollution par les nitrates perdure





La pollution par les pesticides ne s'atténue pas

En 2012, des pesticides présents dans

- -89 % des points de mesure des cours d'eau métropolitains
- -56 % des points de mesure des cours d'eau d'Outre-mer
- -71 % des points de mesure des nappes souterraines métropolitaines
- -55 % des points de mesure des nappes souterraines d'Outre-mer

Plutôt des insecticides en Outre-mer et des herbicides en métropole.

Des quantités plus faibles de pesticides utilisés, mais des un rapport pression Pesticides qui ne diminue pas, même si les pratiques agricoles évoluent



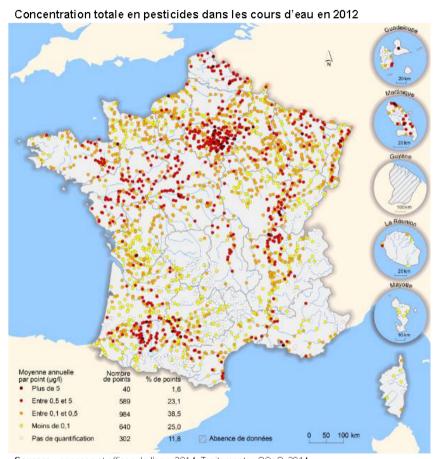






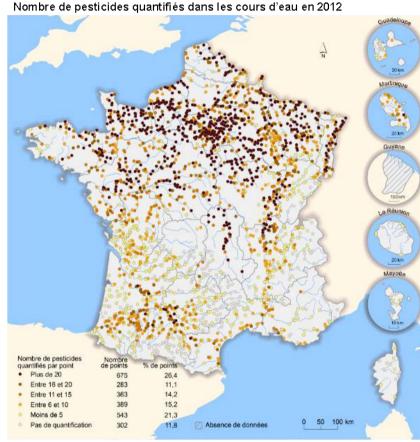


Les pesticides ans les cours d'eau



Sources: agences et offices de l'eau, 2014. Traitements: SOeS, 2014

Concentrations

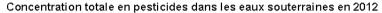


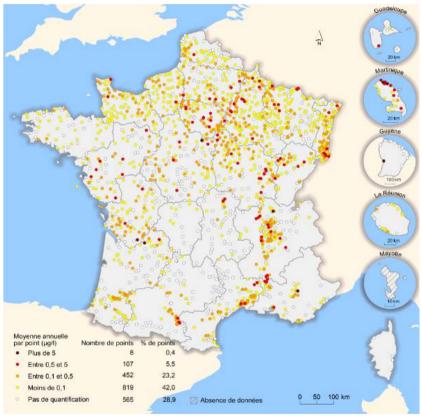
Sources : agences et offices de l'eau, 2014. Traitements : SOeS, 2014

Nombre de pesticides quantifiés



Les pesticides dans les eaux souterraines

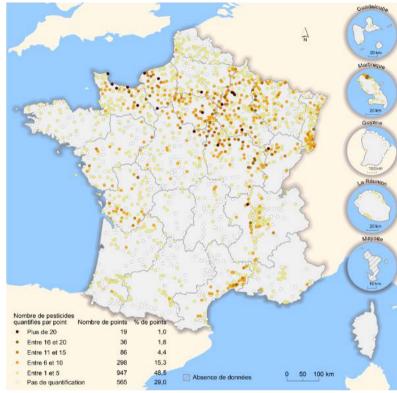




Sources : agences et offices de l'eau – BRGM, banque de données ADES, 2013 – réseaux RCS-RCO, Traitements : SOeS, 2014

Concentrations

Nombre de pesticides quantifiés dans les eaux souterraines en 2012



Sources : agences et offices de l'eau – BRGM, banque de données ADES, 2013 – réseaux RCS-RCO. Traitements : SOeS, 2014

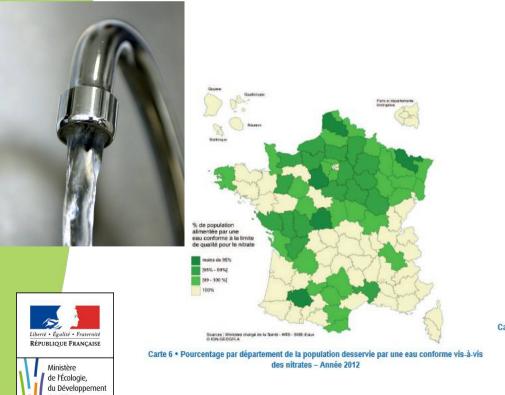
Nombre de pesticides quantifiés



Des impacts sur la ressource en eau destinée à la consommation humaine

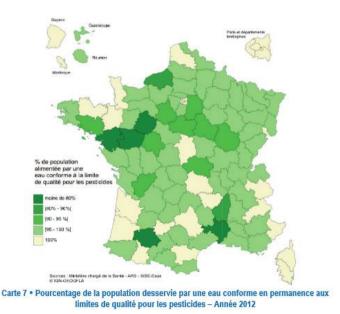
99,1 % (95,5 %) de la population desservie en permanence par l'eau respectant la limite de qualité pour les nitrates (pesticides)

Près de <u>900 forages abandonnés</u> sur la période 1998-2008 en raison d'une pollution excessive par les nitrates et/ou les pesticides



et de l'Énergie

Source : ministère en charge de la santé

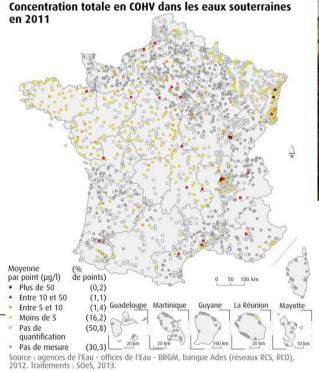


© Laurent Mignaux

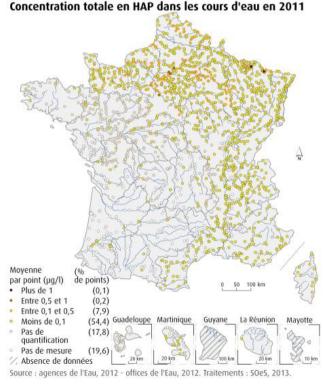
D'autres pollutions préoccupantes dans les milieux aquatiques médicaments, micropolluants organiques (HAP, phtalates, COHV, PCB, ...), métaux lourds

Des vecteurs multiples

Industrie, transports, combustion bois et hydrocarbures, pratiques individuelles... Rejets directs, épandages ou retombées atmosphériques











La pollution atmosphérique

Des polluants primaires

Monoxyde d'azote, dioxyde de soufre, particules fines, éléments traces métalliques, pesticides, composés organiques volatils → industrie, transport, agriculture, chauffage au bois...

Des polluants secondaires

Ozone, dioxyde d'azote, particules fines

→ agriculture, transports, chauffage au bois











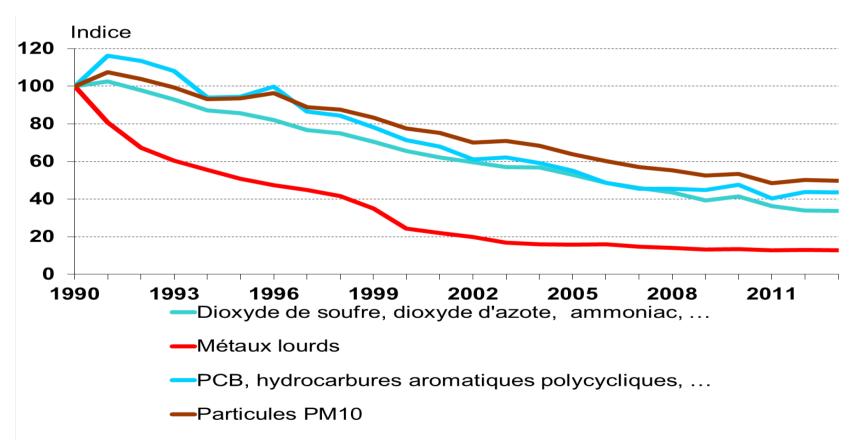




Les émissions des polluants dans l'air diminuent

Résultat de

- l'amélioration des procédés industriels
- l'amélioration des motorisations thermiques
- l'évolution de la composition des carburants (plomb, soufre, benzène...)





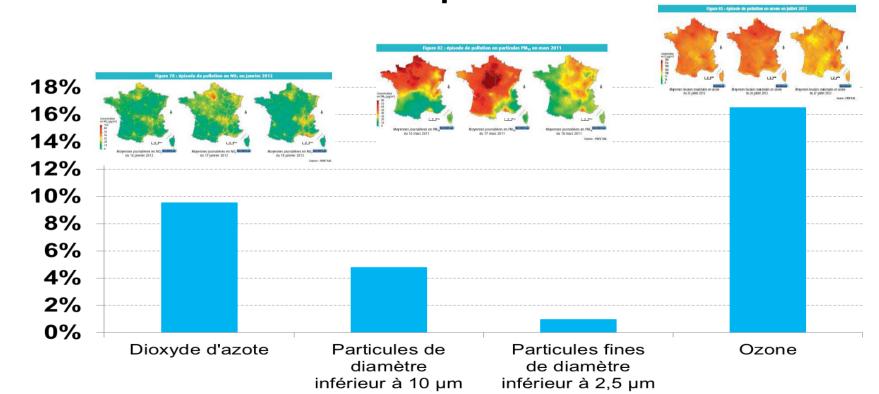
Les seuils de protection de la santé encore fréquemment dépassés

En cause:

- -Le trafic automobile
- -Le chauffage au bois
- -Les pratiques agricoles



Proportion des stations de mesure de la qualité de l'air affichant un dépassement en 2013



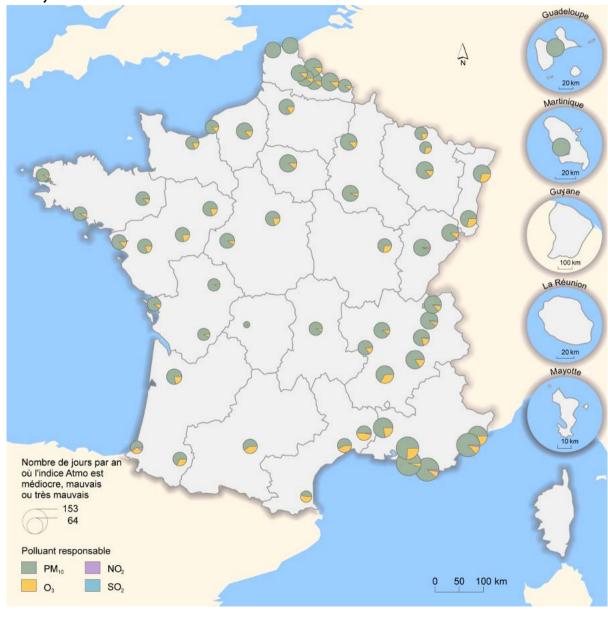


Indice Atmo de la qualité de l'air en 2012

Nombre de jours où l'indice Atmo est médiocre, mauvais ou très mauvais

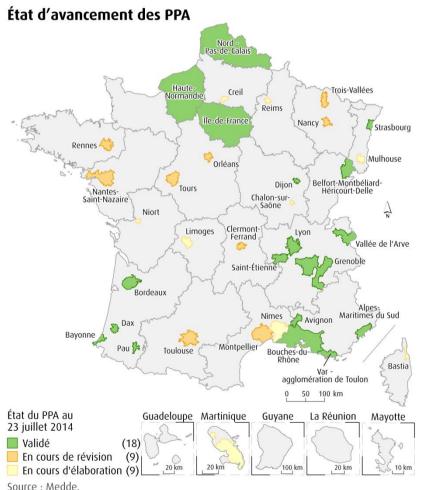
Indice Atmo

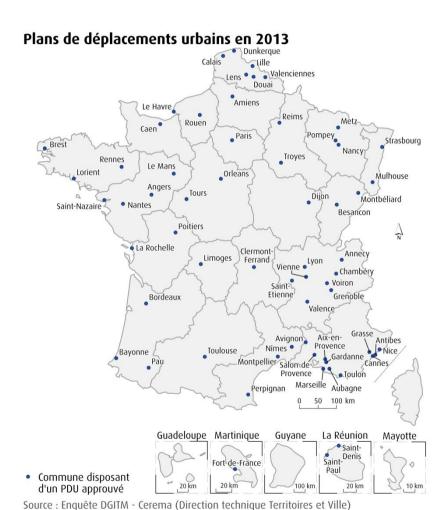
Indicateur journalier fournissant une information synthétique sur la qualité de l'air des agglomérations de 100 000 habitants et plus.





Des actions locales pour lutter contre la pollution de l'air

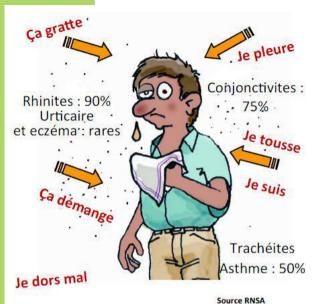








L'exposition aux pollens

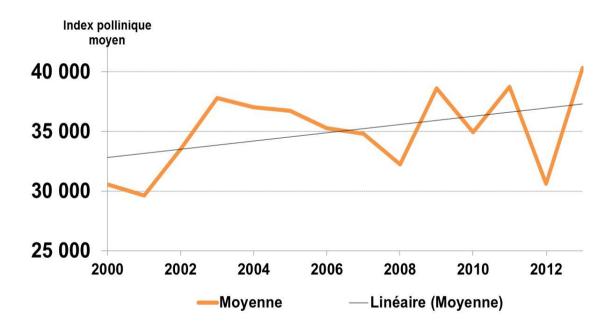


20 % de la populations française allergique aux pollens

En cause : bouleaux, cyprès, ambroisie, ...

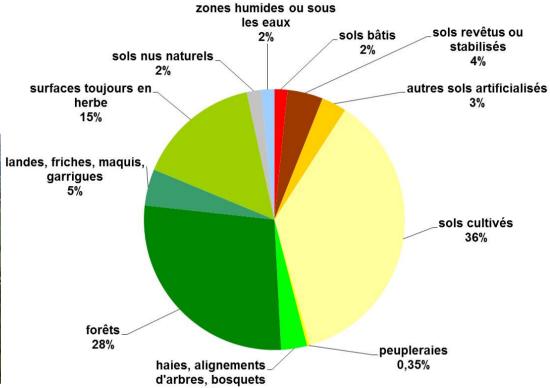
Un phénomène aggravant par le changement climatique et la pollution atmosphérique Un phénomène pouvant être amplifié par le choix de certaines essences dans les aménagements urbains







L'occupation des sols





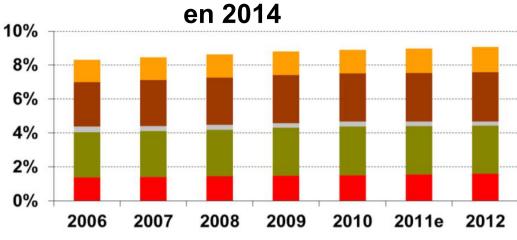






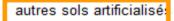
ou stabilisés

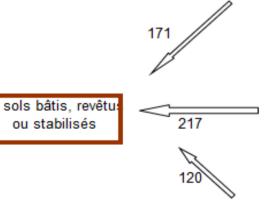
9,3 %, c'est la part des surfaces artificialisées en France



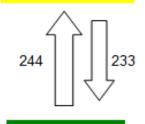
- sols bâtis
- sols nus artificialisés
- Parkings

- sols enherbés artificialisés
- Infrastructures de transport

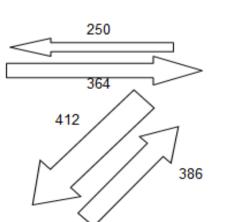




terres agricoles (dont prairies)



espaces boisés



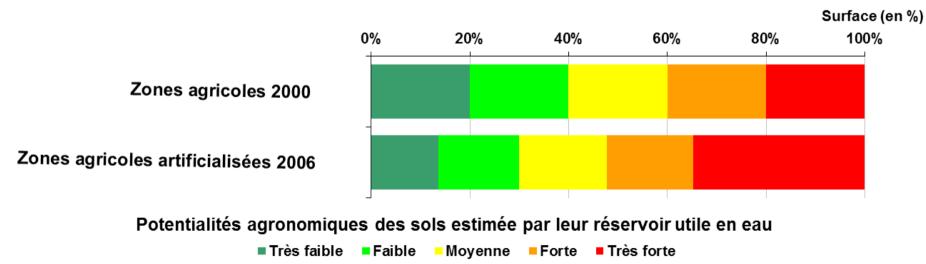
landes, friches, maquis, garrigues



Les sols subissent des pertes de terres importantes 1,5 tonne par an et par hectare

En cause: l'érosion, l'artificialisation, les pratiques agricoles

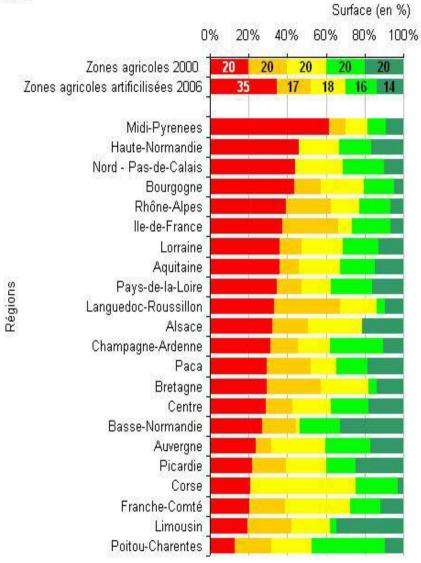
Surfaces agricoles régionales artificialisées entre 2000 et 2006, réparties par réservoir utile en eau des sols





Surfaces agricoles régionales artificialisées entre 2000 et 2006, réparties par réserve utile en eau des sols

En % par région



Potentialités agronomiques des sols estimée par leur réserve utile en eau

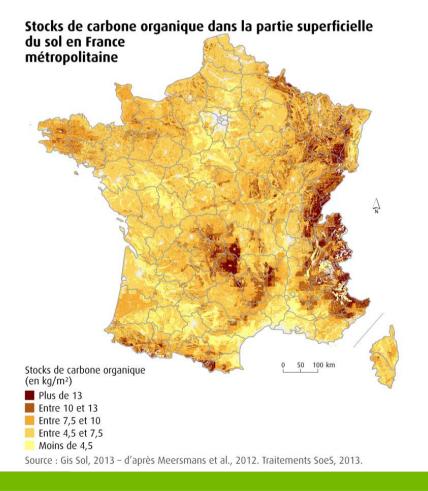
Très bonne
Bonne
Moyenne
Faible
Très faible



durable et de l'Énergie Source: SOeS-Gis Sol, Traitements: SOeS, 2010.

Les propriétés des sols se détériorent Diminution du carbone organique des sols pour 20 % des cantons

En cause: l'érosion, l'artificialisation, les pratiques agricoles

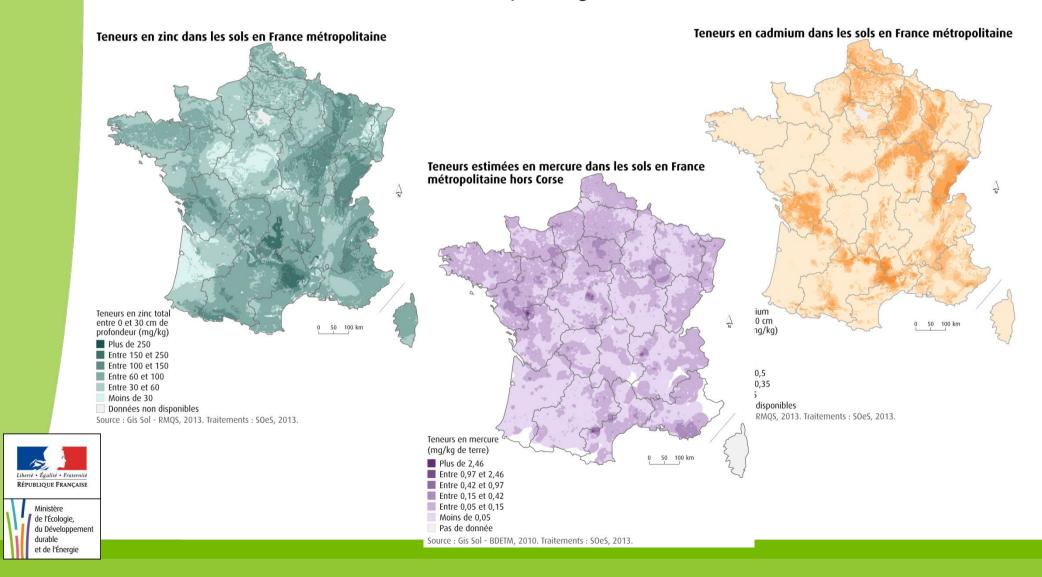


de l'Écologie,

du Développement durable et de l'Énergie Variation de la teneur en carbone organique entre les périodes 1995-1999 et 2000-2004, par canton Augmentation Pas de variation significative Diminution Source: Gis Sol - BDAT, 2009. Traitements: SOeS, 2013.

Les sols sujets à des pollutions diffuses (pesticides, métaux)

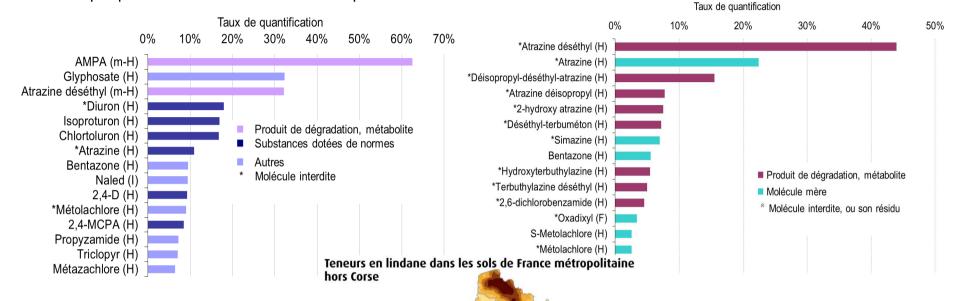
En cause: les pratiques agricoles, les activités industrielles, les épandages



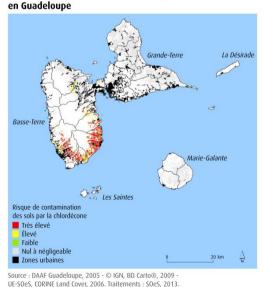
Persistance des pesticides dans les milieux



Pesticides les plus quantifiés dans les nappes de France métropolitaine en 2011



Les sols potentiellement contaminés par la chlordécone en Guadeloupe



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

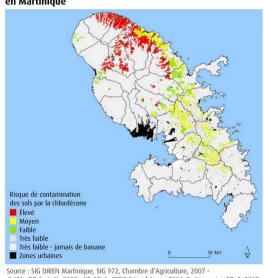
Ministère

durable et de l'Énergie

de l'Écologie,

du Développement

Les sols potentiellement contaminés par la chlordécone en Martinique



Teneurs en lindane (µg/kg de terre) Plus de 1.36

Entre 1,10 et 1,36

Entre 0,86 et 1,10

Entre 0,67 et 0,86

Moins de 0,35

Entre 0,50 et 0,67

Entre 0,35 et 0,50

Données non disponibles Source: Gis Sol - RMQS, 2013. Traitements: SOeS, 2013.

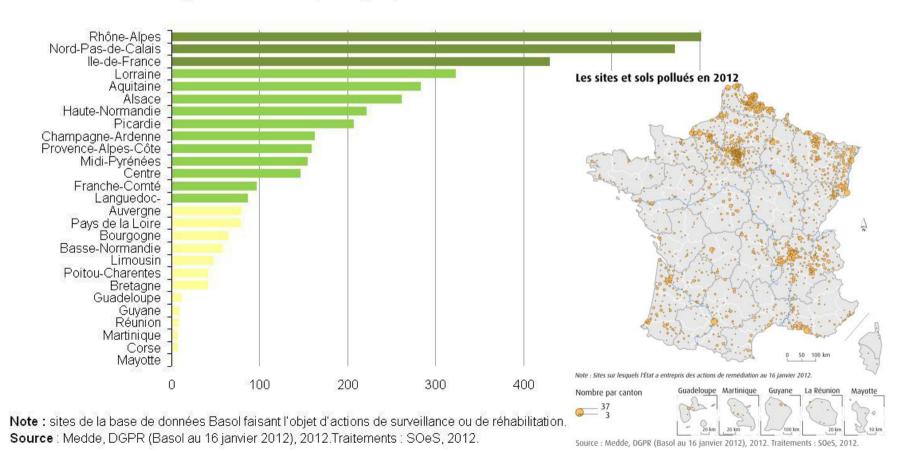
© IGN, BD Carto®, 2009 - UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006. Traitements: SOeS, 2013.

Des pollutions ponctuelles près de 6000 sites et sols pollués recensés début 2015

Pollution des sols et des eaux souterraines

Métaux, hydrocarbures, métalloïdes

Nombre de sites et sols pollués recensés par région, début 2012





Lutte contre le changement climatique

Un objectif

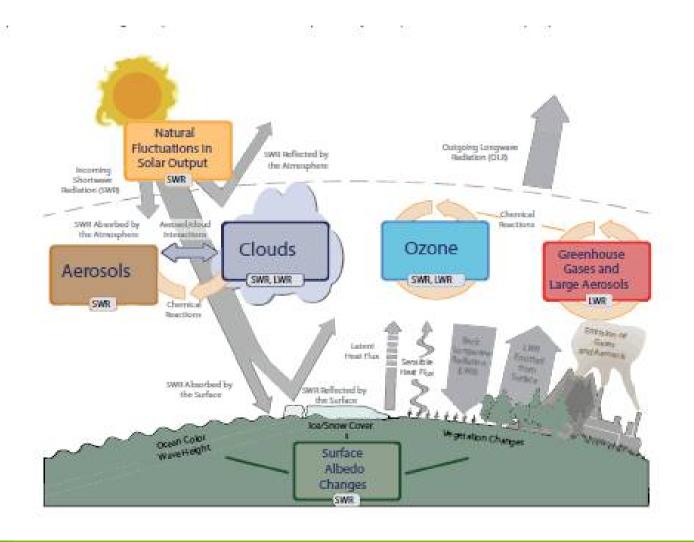
Limiter la hausse de la température de surface (terres émergées + océans) à 2°C par rapport à la période pré-industrielle

Situation actuelle: + 0,85°C



La contribution de la France à l'effet de serre

1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre 10 % des émissions de l'Union européenne





Pour mémoire

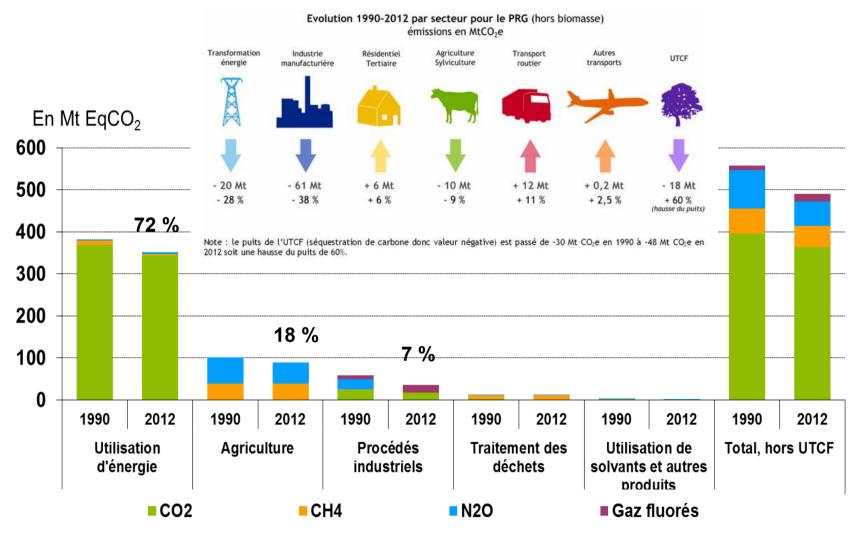
Les principaux gaz à effet de serre générés par les activités humaines : CO₂, CH₄, N₂O, gaz fluorés

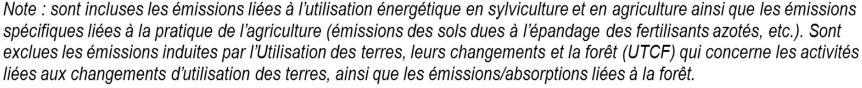
Des durées de vie et des pouvoirs de réchauffement global spécifiques

Les générateurs : combustions de ressources fossiles, changement et usage des terres, décharges, agriculture et élevage, procédés industriels, utilisation d'engrais, réfrigération, fabrication de composés électronique, sprays, procédés industriels



Baisse des émissions de gaz à effet de

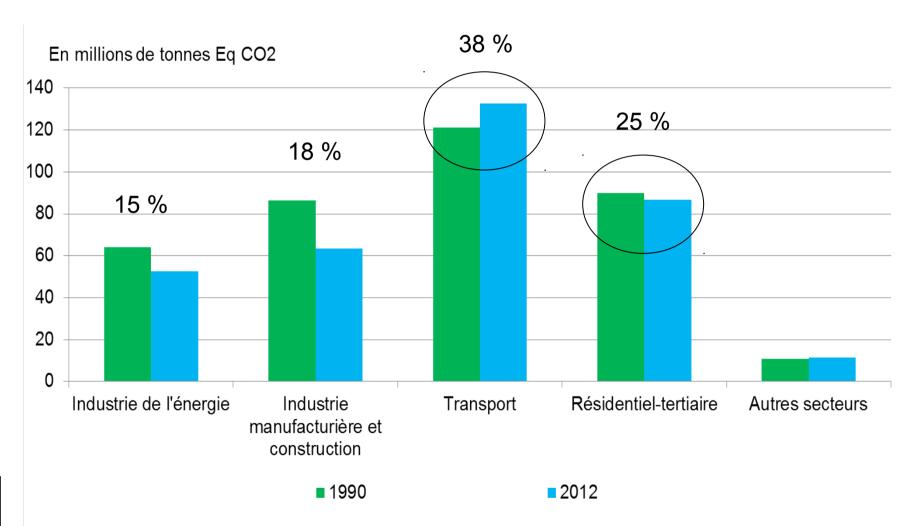




Source: inventaire CCNUCC, Citepa, mars 2014.

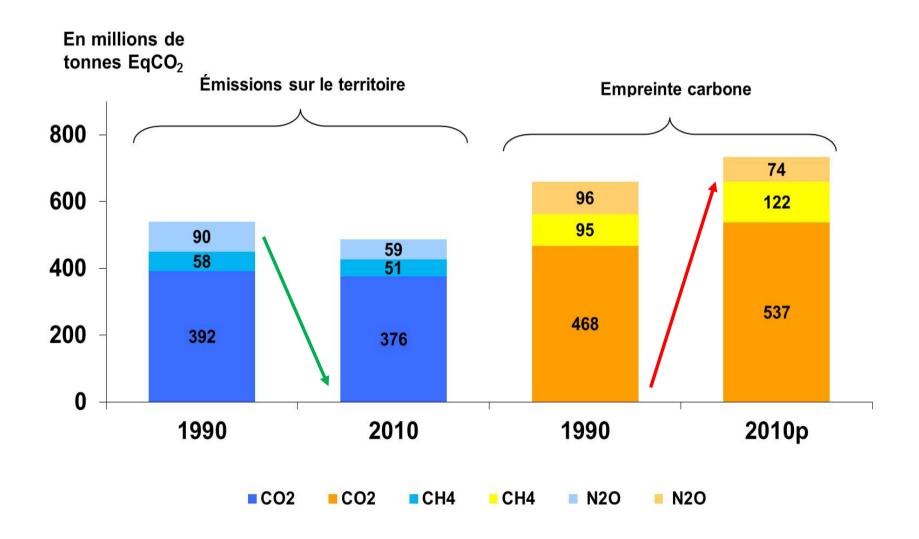


Zoom sur les émissions de GES liées à l'énergie





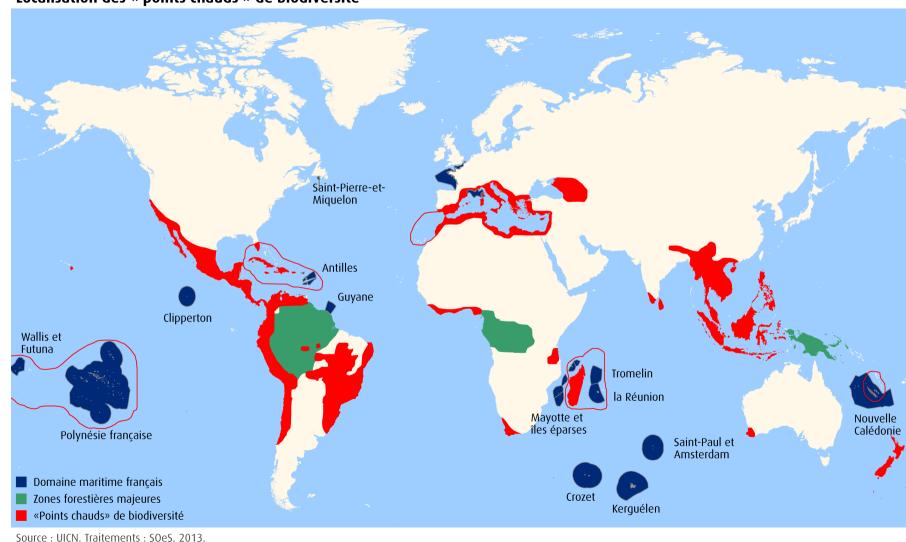
Mais hausse de l'empreinte carbone





La responsabilité de la France en matière de conservation du patrimoine naturel

Localisation des « points chauds » de biodiversité





La biodiversité terrestre confrontée à de multiples pressions

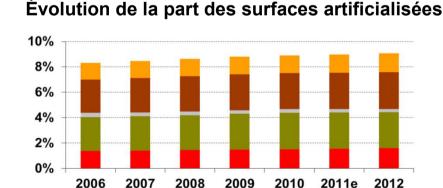
Artificialisation des espaces

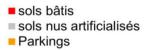
Espèces exotiques envahissantes

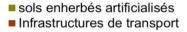
Pollution

Pratiques agricoles intensives défavorables

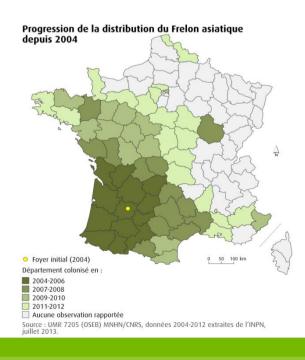
Effets aggravants du changement climatique







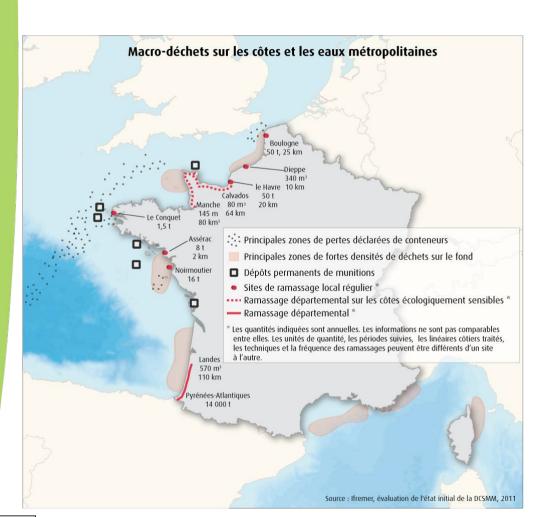




La biodiversité aquatique dans le même cas

Macro-déchets

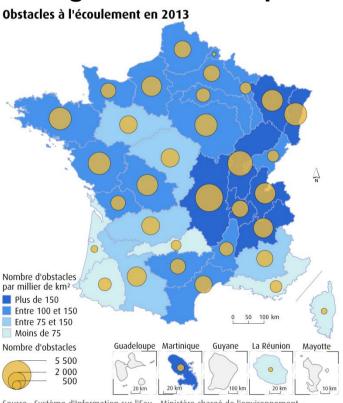
Surpêche et pratique de pêche intensives



Pollution

Aménagements

Changement climatique



Source : Système d'Information sur l'Eau - Ministère chargé de l'environnement Onema et partenaires, ROE, mai 2013. Traitements : SOeS, 2014.



De nombreux dispositifs de protection de la biodiversité mis en place

1754 sites Natura 2000 terrestres

10 parcs nationaux

47 parcs naturels régionaux



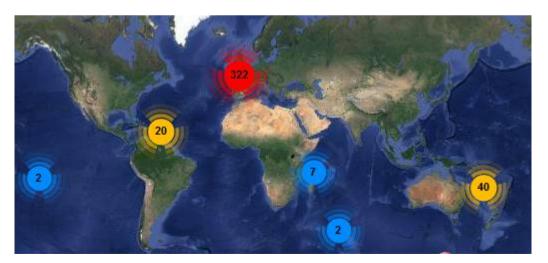




Près de 700 arrêtés biotope

10 réserves de biosphère

Plans nationaux d'actions



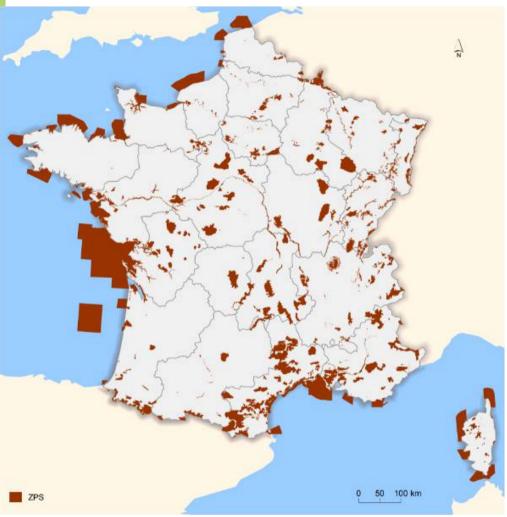




Aires marines protégées

164 réserves naturelles nationales

Les zones de protection spéciale



Les sites Ramsar et les réserves de biosphère

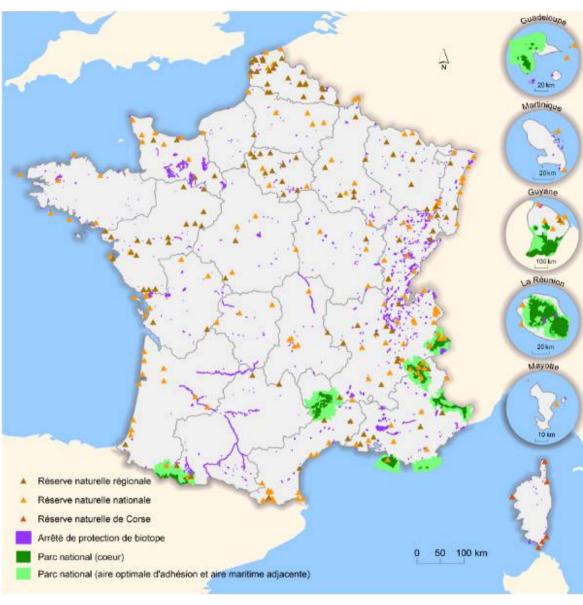


Source: MNHN, SPN (base « Espaces protégés »), état au 01/06/2013

Source: MNHN, SPN (base « Natura 2000 ») - Medde, avril 2013



Les parcs nationaux, réserves naturelles et arrêtés de protection de biotope

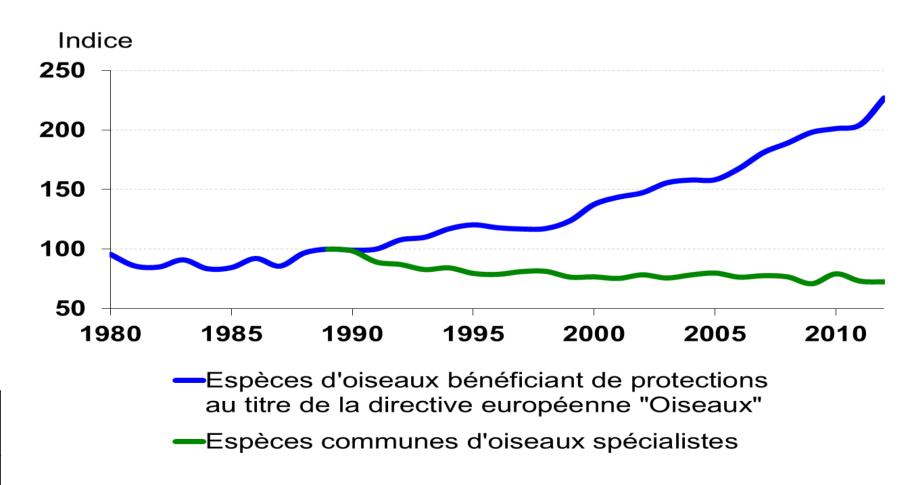




Source: MNHN, SPN (base « Espaces protégés »), état au 01/06/2013

Des protections portent leurs fruits

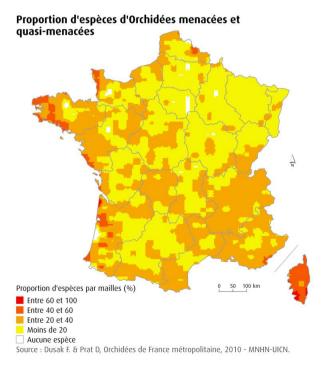
Zoom sur quelques espèces d'oiseaux communs

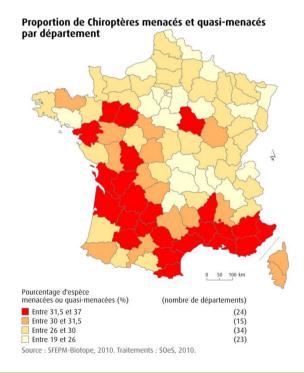




La biodiversité demeure globalement menacée.

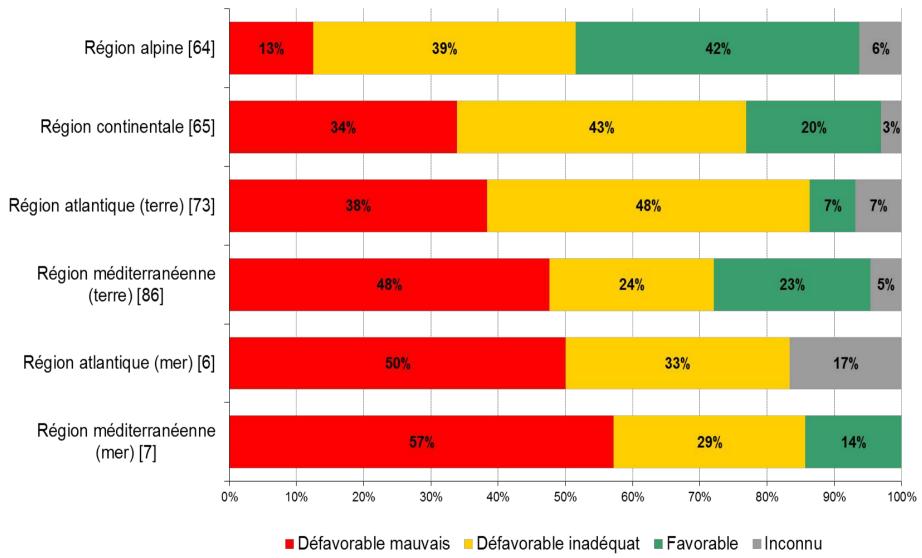
- 22 % des habitats d'intérêt communautaire sont dans un état de conservation favorable
- 54 % des espèces d'intérêt communautaire sont dans un mauvais état
- 20 % des espèces évaluées par l'UICN et le MNHN sont considérées comme menacées







État de conservation des habitats d'intérêt communautaire (période 2007-2012)

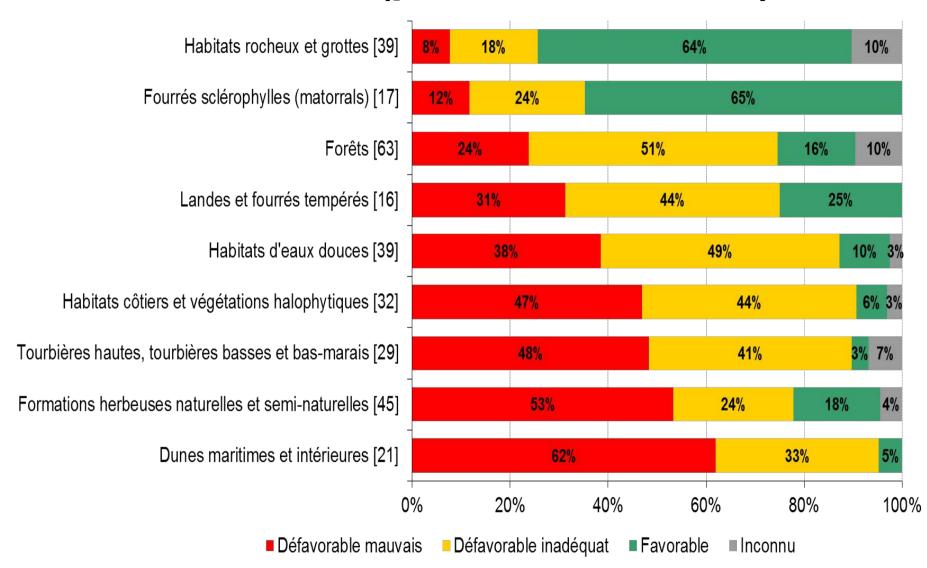




Note : Les nombres entre crochets indiquent le nombre d'évaluations réalisées.

Source: MNHN (SPN), 2013.

État de conservation des habitats d'intérêt communautaire (période 2007-2012)

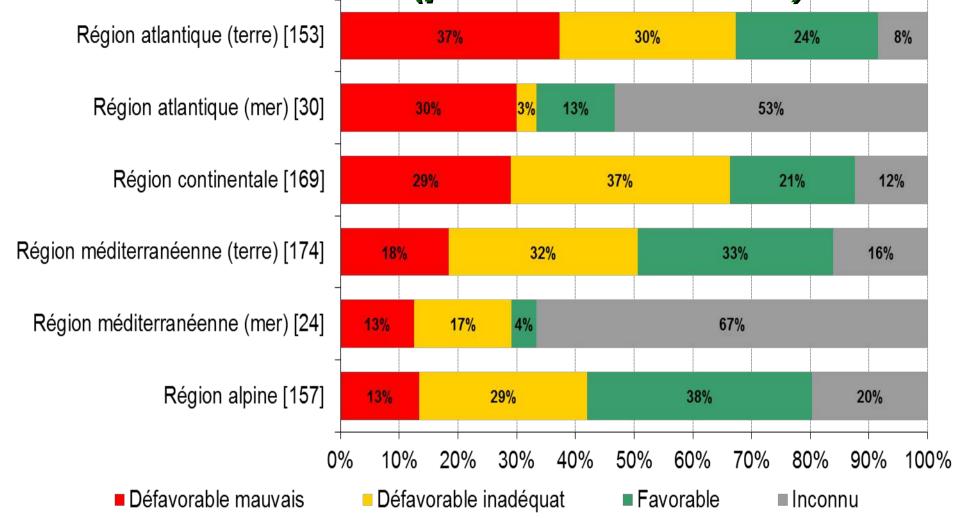




Note : les nombres entre crochets indiquent le nombre d'évaluations réalisées.

Source: MNHN (SPN), 2013.

État de conservation des espèces d'intérêt communautaire (période 2007-2012)

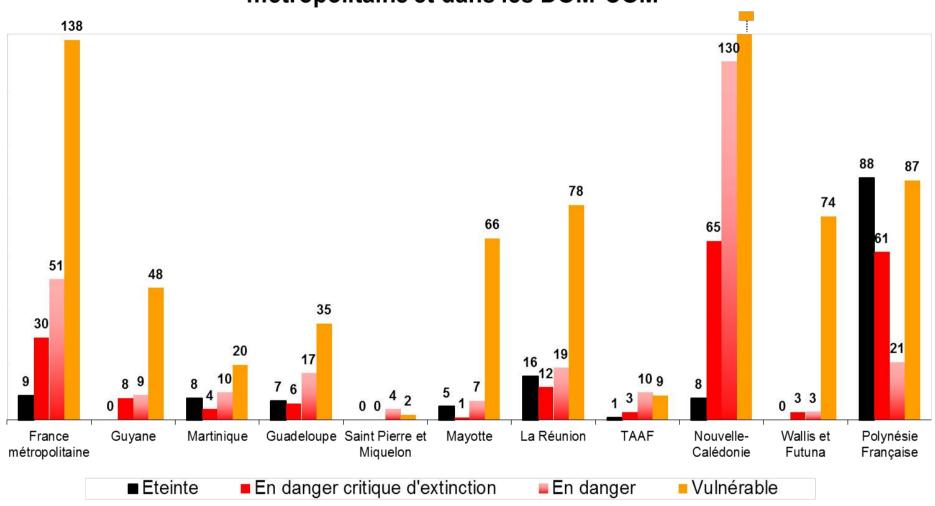




Note : les nombres entre crochets indiquent le nombre d'évaluations réalisées.

Source: MNHN (SPN), 2013.

Espèces menacées de la liste rouge UICN mondiale présente en France métropolitaine et dans les DOM-COM 283





Source: IUCN. 2013. The IUCN Red List of Threatened Species.



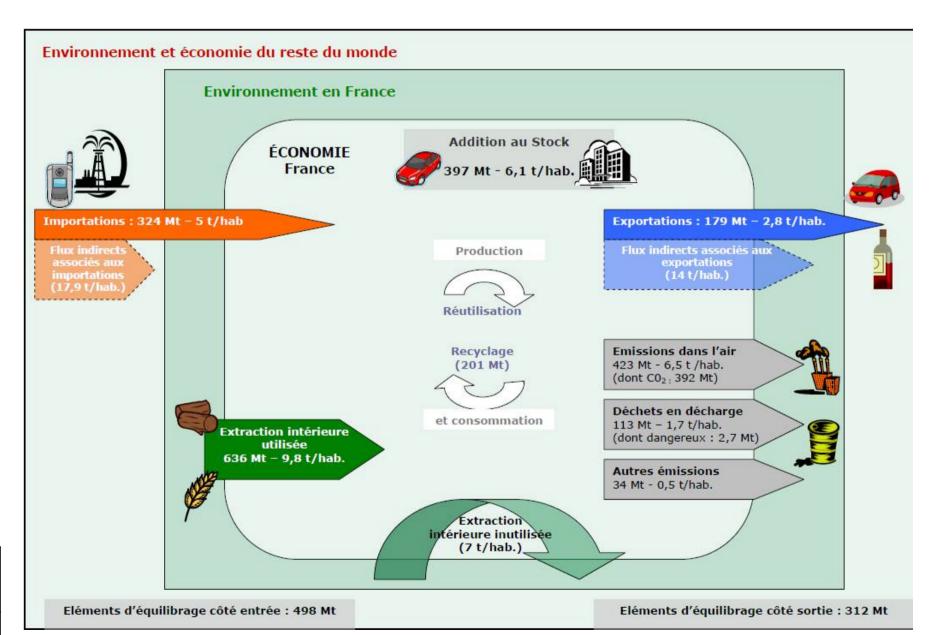


Une économie circulaire se met en place

mais la consommation de ressources ne s'atténue pas



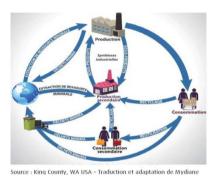
Les flux de matières en France



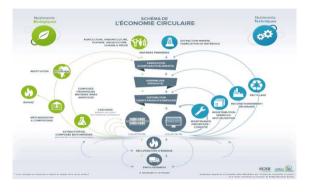


De nouvelles pratiques se répandent

La récupération, la réparation et le marché de l'occasion en développement







L'économie de la fonctionnalité en matière de mobilité (co-voiturage, auto-partage, vélo-partage)









Vers moins de déchets produits?

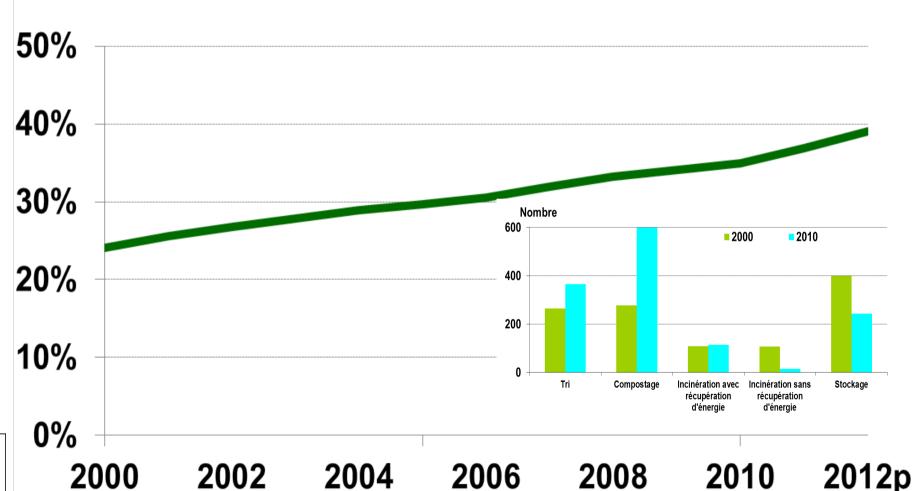
355 millions de tonnes en 2010

345 millions de tonnes en 2012, dont 70% issus de la construction, et 10 % des ménages

Gaspillage alimentaire
20 kg de déchets alimentaires par
habitant et par an
(dont 7 kg de produits emballés)

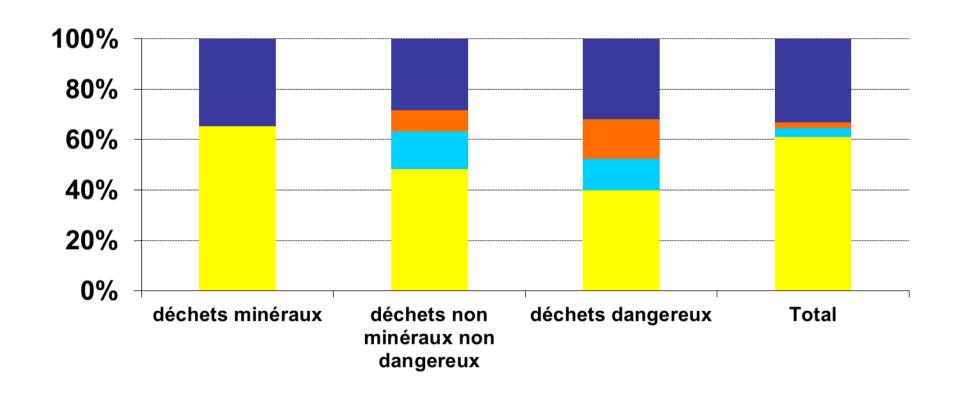


Davantage de déchets municipaux recyclés





64 % (60 %) des déchets traités en France valorisés en 2012 (2010)





Incinération avec récupération d'énergie

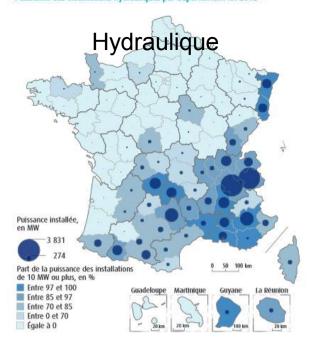
■ Incinération sans récupération d'énergie

Stockage



Des solutions plus économes en ressources se développent Davantage d'énergie d'origine renouvelable dans la consommation finale 14.2 % 10% 5% 0% 2005 2007 2009 2011 2013 ■Éolien Hydraulique ■ Autres filières électriques ■ Biomasse solide Pompes à chaleur Autres filières chaleur Biocarburants BS 621 du Développement ETHANOL 15000 M3

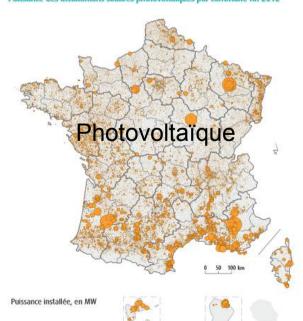
Source : SOeS, d'après Observ'ER et Insee (population estimée au 1º janvier 2012)



Champ : hors stations de transfert d'énergie par pompages (step) pures et hors usine marémotince de la Rance.

Source : SOvS, enquête sur la production d'électricité

Puissance des installations solaires photovoltaïques par commune fin 2012



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère

durable et de l'Énergie

de l'Écologie, du Développement

Eolien Puissance électrique des installations de biogaz raccordées au réseau par département Guadeloupe e installée, en MW 588 Biogaz 105 is totales et densité des capteurs solaires thermiques en activité en 2011 Puissance installée, en MW 21 Solaire thermique 2,9 Source: SOeS, d'après obligations d'achats, EDF, EDF-SEI, et ELD Surface installée, en milliers de m2 465 Nombre de m2 installés pour 1 000 habitants Entre 50 et 556 Entre 32,5 et 50 Entre 18 et 32,5 Entre 10 et 18 Moins de 10

Toutefois, toujours autant de ressources naturelles mobilisées

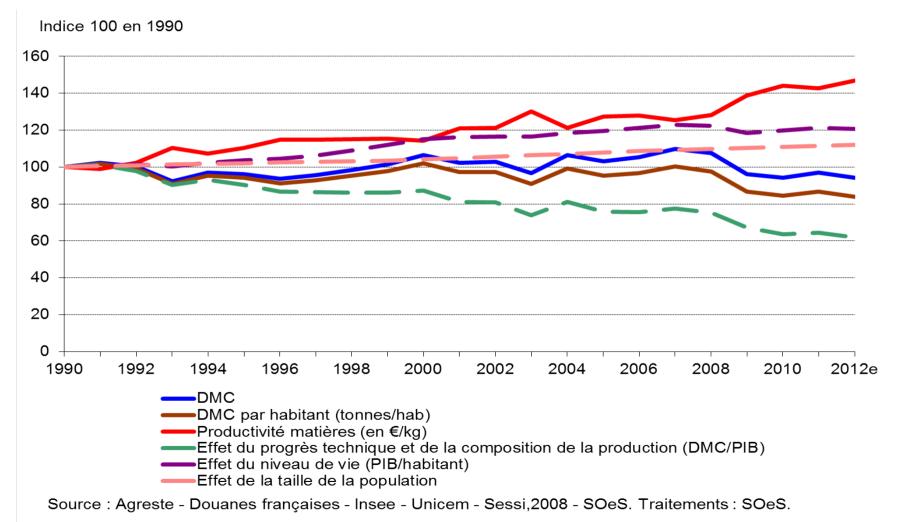
- Près de 800 millions de tonnes en 2012 dont une part importante importée
- > 12 tonnes par habitant et par an de matières premières prélevées

Flux de matières apparents et cachés associés à la production d'une voiture

+ déplacement de matières inutilisées 7 à 10 tonnes d'équivalent matières premières pour les déplacements, dont : 2 à 3 tonnes 3 à 4 tonnes de minerais métalliques de combustibles fossiles (minerais de fer, de cuivre, bauxite...) (charbon, pétrole, gaz naturel...) 2 à 3 tonnes de minerais Ouelques centaines de kg non-métalliques de biomasse (matériaux de construction, (caoutchouc, bois...) produits chimiques...) 1,3 tonne

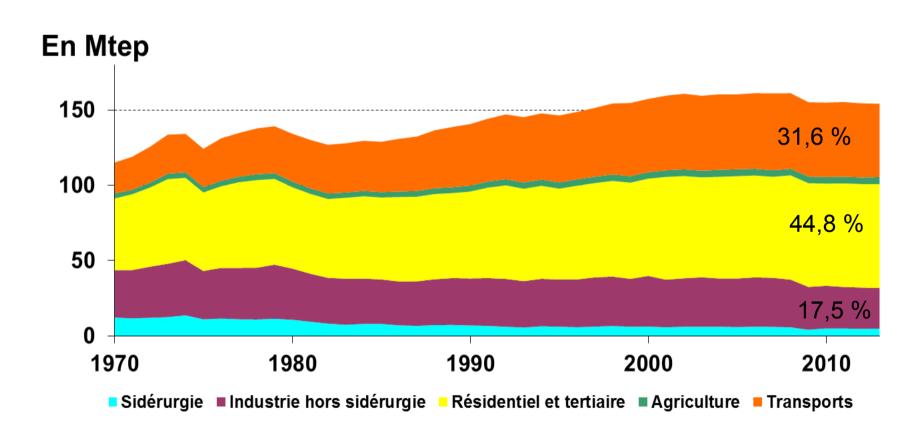


Des progrès techniques dans l'utilisation de la matière compensés par l'évolution de la population et du niveau de vie





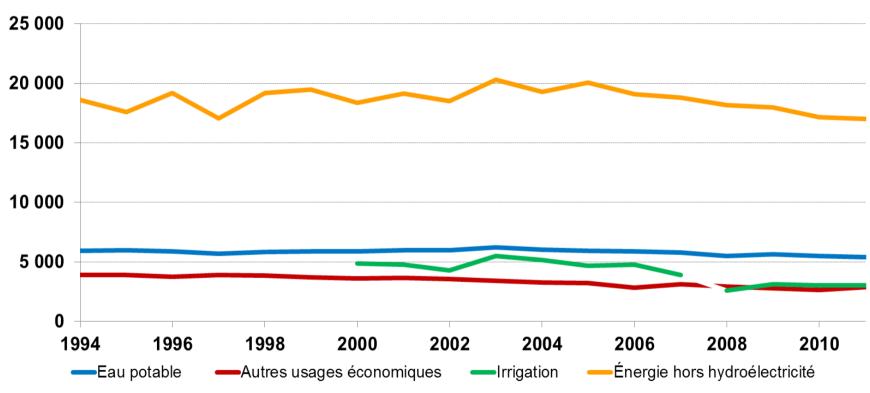
La consommation énergétique peine à diminuer...





... de même que la consommation d'eau

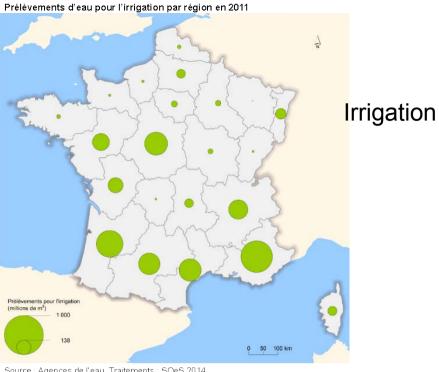
Volumes prélevés en millions de m³



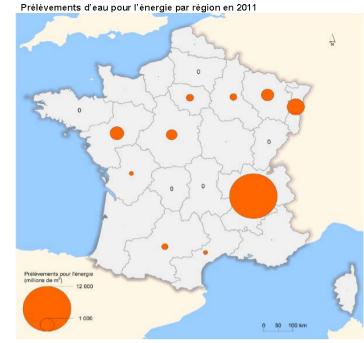
Note: volumes déclarés auprès des Agences de l'eau. Energie: prélèvements en eau douce et hors hydroélectricité. Irrigation: volumes "forfaitaires" redressés entre 2000 et 2004, à partir du recensement général agricole de 2000 et des relevés de compteurs. À partir de 2008, changement du mode de calcul des forfaits: à superficie irriguée égale, forte baisse des volumes estimés pour l'irrigation gravitaire, et légère hausse pour l'irrigation par aspersion. Rupture de série en 2008, les données, avant et après 2008, ne sont pas comparables.

Source : agences de l'Eau (hors prélèvements en eau de mer et eau saumâtre). Traitements : SOeS, 2013.



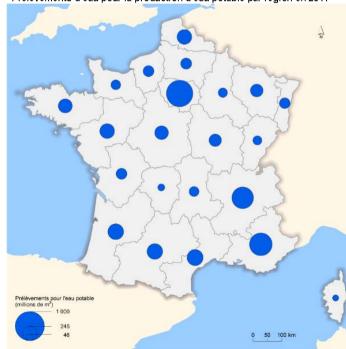


Energie



Source : Agences de l'eau. Traitements : SOeS , 2014 Note : Les prélèvements en mer et en eau saumâtre des centrales nucléaires, très importants, ne sont pas présentés

Prélèvements d'eau pour la production d'eau potable par région en 2011



Source : Agences de l'eau. Traitement : SOeS,2014



0 50 100 km

Eau potable

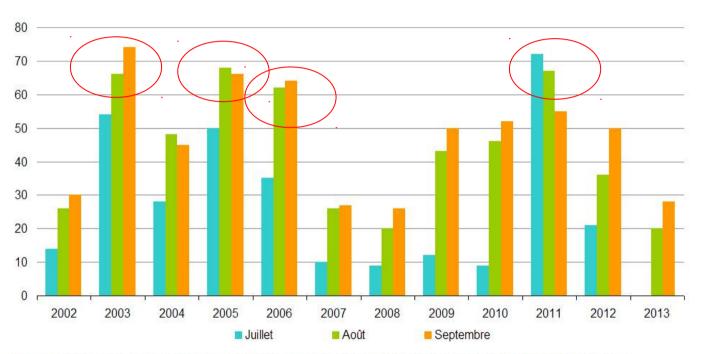


et de l'Énergie

du Développement | Source : Agences de l'eau. Traitements : SOeS,2014

La ressource en eau, une ressource sous tension

Évolution du nombre de départements touchés par des arrêtés de restrictions d'eau durant l'été



Des enjeux

Résorption des fuites dans les réseaux (actuellement : près de 20%)

Réduire la consommation

Source: Ministère en charge de l'environnement (direction de l'eau et de la biodiversité) - Eaufrance - site PROPLUVIA, 2014.

Une situation susceptible de s'aggraver avec le changement climatique (cf projet Explore 2070)

http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-des-strategies-d.html









Un territoire exposé aux risques

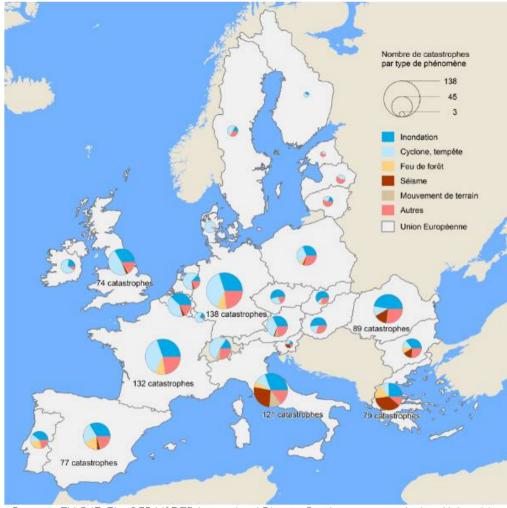


16 Mds Euros

Coût cumulé des dommages assurés liés aux catastrophes naturelles en France sur la période1988-2011 (source : FFSA)

Inondations: 46 %

Les événements naturels très graves en Europe entre 1900 et 2012 En nombre d'événements



Source : EM-DAT: The OFDA/CRED International Disaster Database, www.emdat.be - Université catholique de Louvain - Brussels - Belgium, 2012

Catastrophes ayant fait plus de 9 morts ou touché plus de 99 personnes ou ayant fait l'objet d'une déclaration d'état d'urgence ou d'un appel à l'aide internationale.

Liberte • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

Autres : vague de froid, vague de chaleur, avalanches, sécheresse, épidémies, éruption volcanique, raz de marée

Une forte exposition aux risques d'inondation

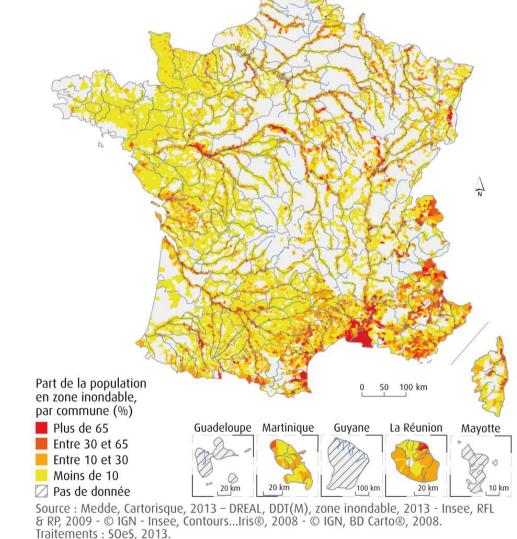
Amélioration de la connaissance de l'aléa inondation et de l'exposition :

Près de **22 000 communes** exposées aux risques d'inondation

Part de la population française exposée :

6,8 millions de personnes 3,7 millions de logements

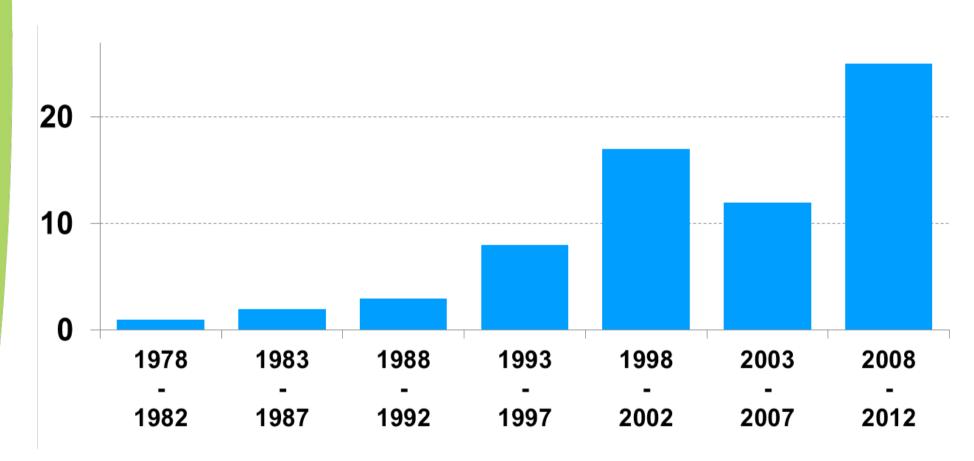




Part de la population en zone inondable



Des inondations très graves plus nombreuses



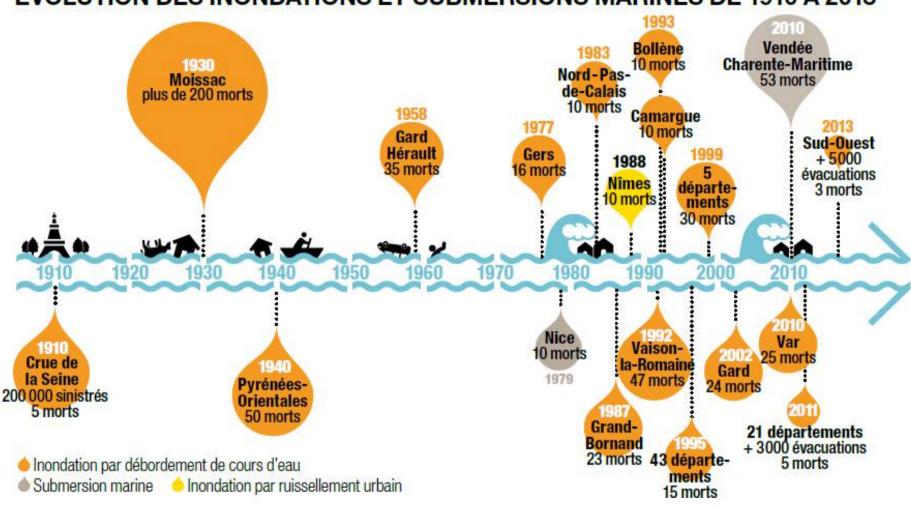


Événements ayant fait plus de 10 morts ou plus de 30 millions d'euros de dommages matériels

Source: Medde-DGPR, 2013. Traitements: SOeS, 2013.

Inondations les plus graves survenues en France depuis le début du XXème siècle

ÉVOLUTION DES INONDATIONS ET SUBMERSIONS MARINES DE 1910 À 2013

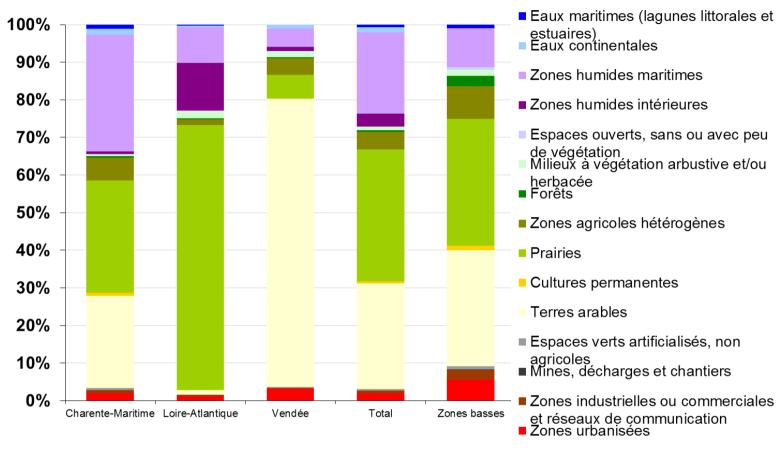




Source: Medde-DGPR et CCR, 2013. Traitements: SOeS, 2013.

La tempête Xynthia - 27-28 février 2010

Occupation du sol des zones submergées lors de la tempête Xynthia



Source : UE-SOeS, CORINE Land Cover 2006 - DREAL Pays de la Loire, DDTM de Loire-Atlantique, DDTM de Vendée, CETE de l'Ouest, 2012. Traitements : SOeS. 2013.

1553 Communes reconnues en état de catastrophe naturelle 53 morts, 79 blessés

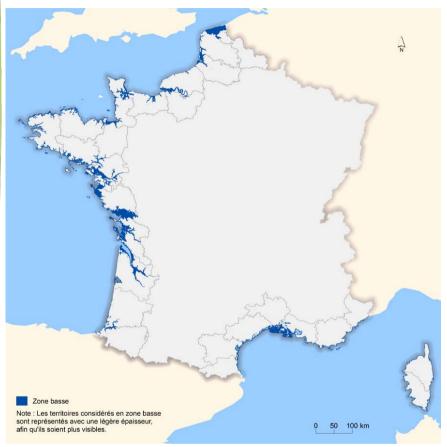
470 000 sinistres déclarés (FFSA)

2,5 milliards € de dommages aux biens des particuliers et entreprises Charente-Maritime : 35 500 ha submergés (22 % de l'ensemble des terres concernées)



La submersion marine et l'érosion côtière

Les zones basses



Source: MEDDTL-Cetmef-Cete, 2010. ©IGN, BD CARTO®, 2006.

Traitements: SOeS, 2010.

7 000 km²

•Façade atlantique : 56 %,

•Manche-Mer du Nord : 26 %

Méditerranée : 17 %

850 000 personnes

570 000 logements

L'érosion côtière



Source : Eurosion database, 2004 – ©IGN, BD Carto®, 2006. Traitements : SOeS (Observatoire national de la mer et du littoral).

Un quart des 7 100 km² de côtes

•Manche-Mer du Nord 38 %

•Façade atlantique 27 %

Méditerranée : 14 %

140 000 habitants

Nombre logements: 150 000



Outre-mer: l'exposition aux tsunamis

Antilles

- •100 000 personnes vivent à moins de 500 mètres de la mer
- •Soit 13 % de la population antillaise

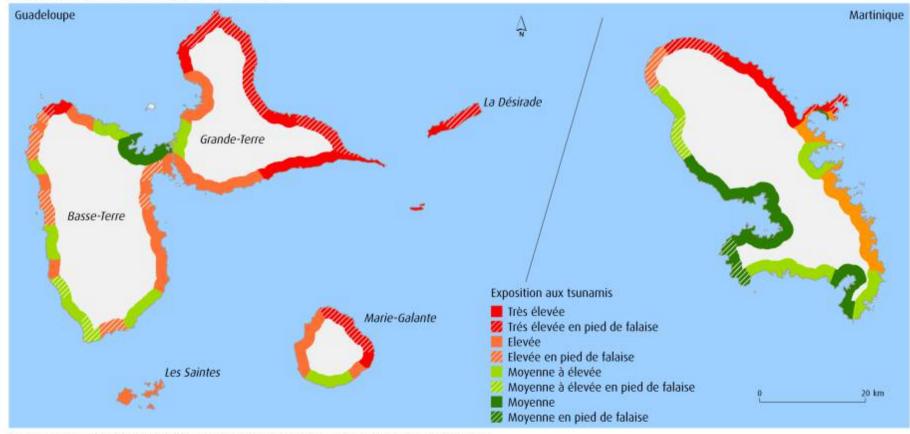
Mayotte (aléa modéré)

Ensemble des côtes

La Réunion (aléa faible)

25 % des côtes de la Réunion

Risque de tsunamis dans les Antilles

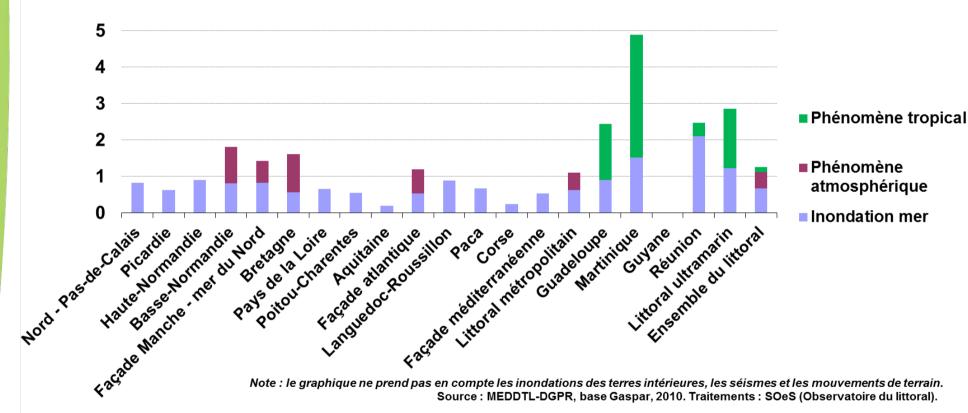




Source : BRGM, Plan Séisme Antilles, 2008 - © IGN, BD Carto®, 2009. Traitements : SOeS, 2012.

L'exposition aux tempêtes et cyclones



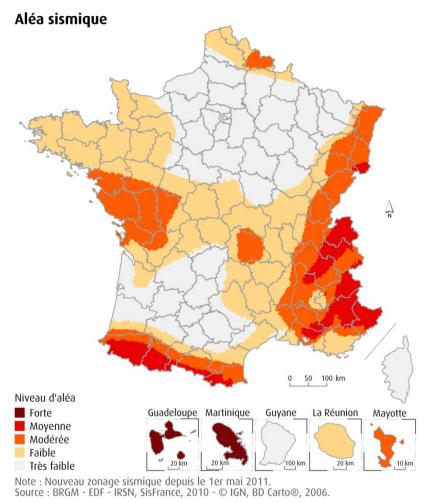




Une tempête peut survenir à peu près **partout** et s'étendre sur une **surface gigantesque**.

Outre-mer exposée aux cyclones (vents jusqu'à 350 km/h).

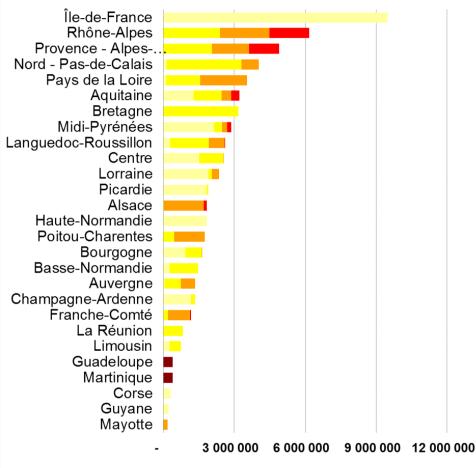
Le risque sismique





- ☐ 3,6 millions (soit 6 %) en aléa sismique moyen (Alpes)
- □ 20 % en aléa modéré
- □ 73 % en aléa faible ou très faible

Population par niveau d'aléa sismique



Aléa sismique

Nombre d'habitants

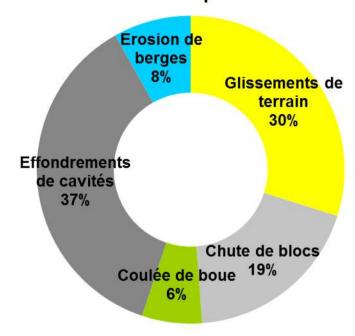
Source: Zonage sismique 2011, BRGM et Recensement de population 2009, Insee. Traitements, SOeS.



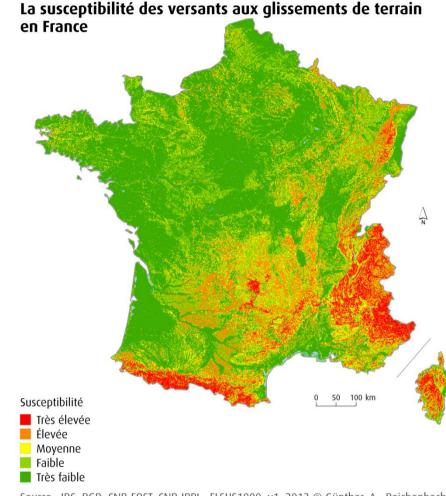
Les mouvements de terrain

42 259 mouvements de terrain recensés entre 1900 et 2011

Répartition des mouvements de terrain survenus en France sur la période 1900-2011



Source: BRGM, BDmvt, 2013. Traitements: SOeS.



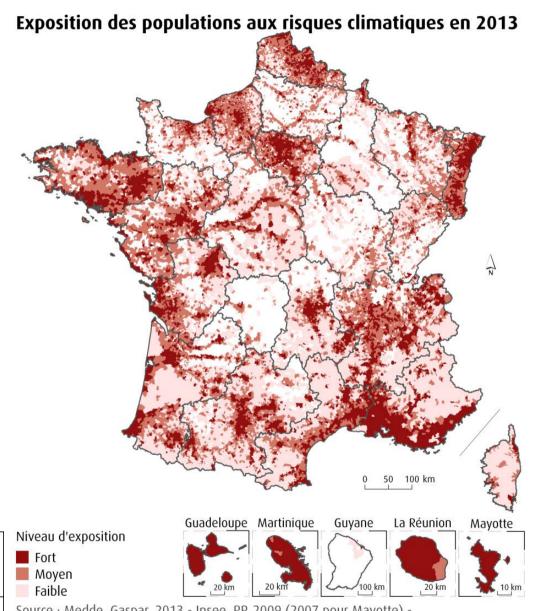
Source : JRC, BGR, CNR-EOST, CNR-IRPI - ELSUS1000_v1, 2013 © Günther, A., Reichenbach, P., Malet, J.-P., Van Den Eeckhaut, M., Hervás, J., Dashwood, C., Guzzetti, F. Traitements SOeS, 2013.

Près de **20% du territoire métropolitain** particulièrement sensible aux glissements de terrain.

3 régions particulièrement exposées (sur plus de 45 % de leur territoire) : Corse, PACA, Rhône-Alpes.



L'exposition aux risques climatiques d'origine naturelle



74 % des communes sont exposées à au moins un risque naturel susceptible d'être augmenté par le changement climatique :

- □16 % fortement exposées
- □30 % moyennement exposées
- □26% des communes en aléa faible
- □29 % non exposées

Aléas considérés : inondations, feux de forêt, tempêtes et cyclones, avalanches, mouvements de terrain.



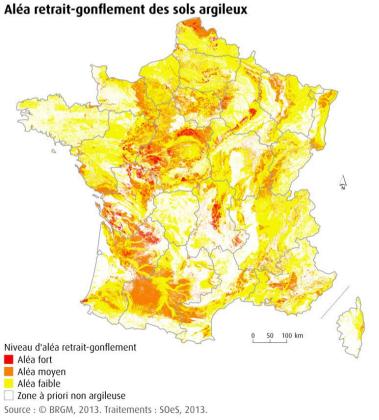
et de l'Énergie

Source : Medde, Gaspar, 2013 - Insee, RP, 2009 (2007 pour Mayotte) - © IGN, BD Carto®, 2011. Traitements : SOeS, 2013

Impacts prévisibles du changement climatique

Impact de la hausse de 1 m du niveau des océans



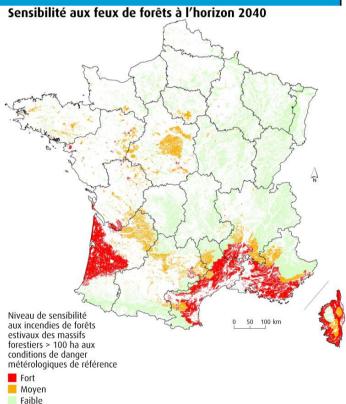


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

de l'Écologie,

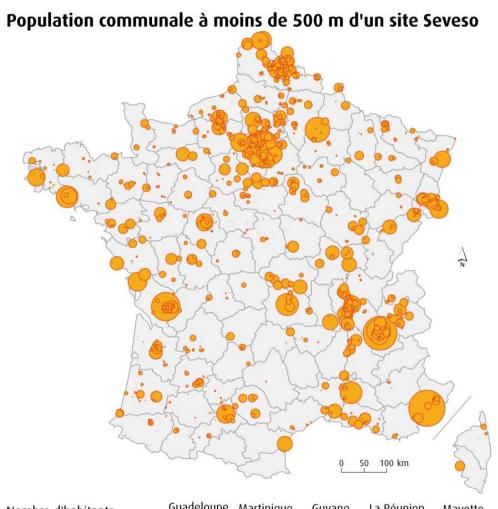
du Développement durable et de l'Énergie 19 000 arrêtés CatNat entre 1982 et 2013 du fait des conséquences du retrait/gonflement des argiles

Près de 45% de la surface forestière de métropole sensible aux feux de forêt d'ici 2040



Source: IFN - ONF - Météo France

L'exposition des installations industrielles aux aléas naturels (1/2)



Près de 1100 établissements Seveso

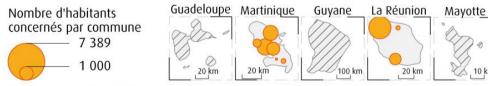
- •Environ **230 000 hab.** à moins de **500 m**
- •Environ 1 400 000 hab. dans un rayon de 1 km

747 Accidents NaTech entre 1992 et 2012

- •Foudre: 17 % (Barpi)
- •Températures extrêmes : 10 %



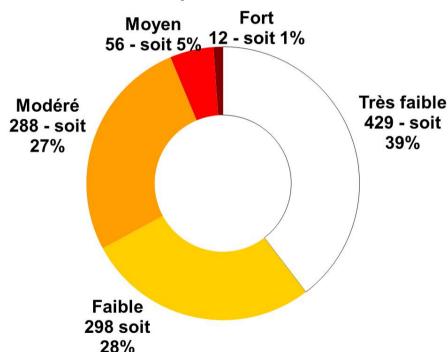




Source : Insee, RFL & RP 2009 - © IGN, Contours...Iris®, 2008 - © IGN, BD Carto®, 2008. Traitements : SOeS, 2013.

L'exposition des installations industrielles aux aléas naturels (2/2)

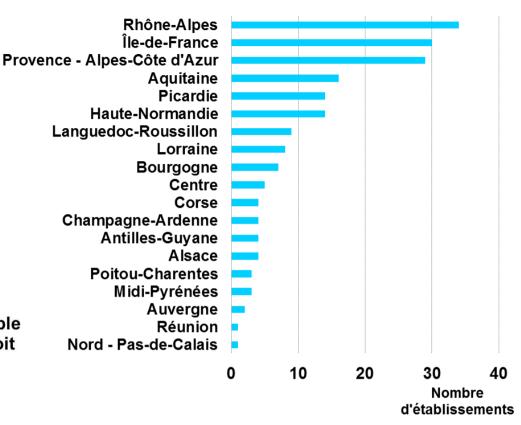
Répartition des 1083 établissements Seveso dans les zones d'aléa sismique



Source: aléas sismiques, BRGM - MEDDE (DGPR) et SOeS. Traitements: SOeS, 2014.



Établissements Seveso situés en zone inondable

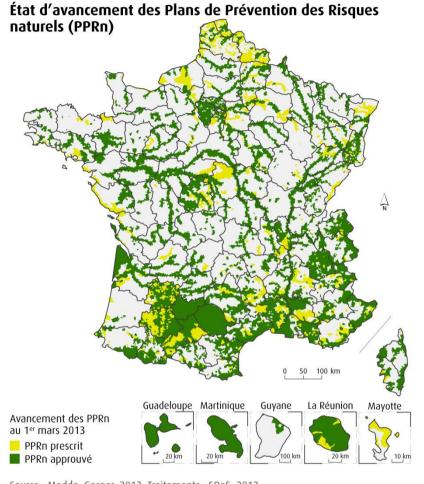


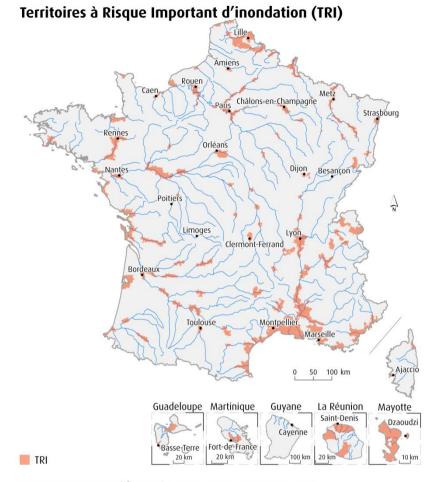
Source: ZI, SOes d'après Medde, DREAL, DDT(M), juillet 2013 - établissements Seveso, SOeS, d'après Medde. Traitements: SOeS.

- 192 établissements Seveso en Zone inondable par cours d'eau (soit 18 %)

☐ 12 établissements Seveso en aléa sismique fort (8 en Martinique, 4 en Guadeloupe)

Prévention des risques et réponses mises en œuvre





Source: Medde, Gaspar, 2013. Traitements: SOeS, 2013.

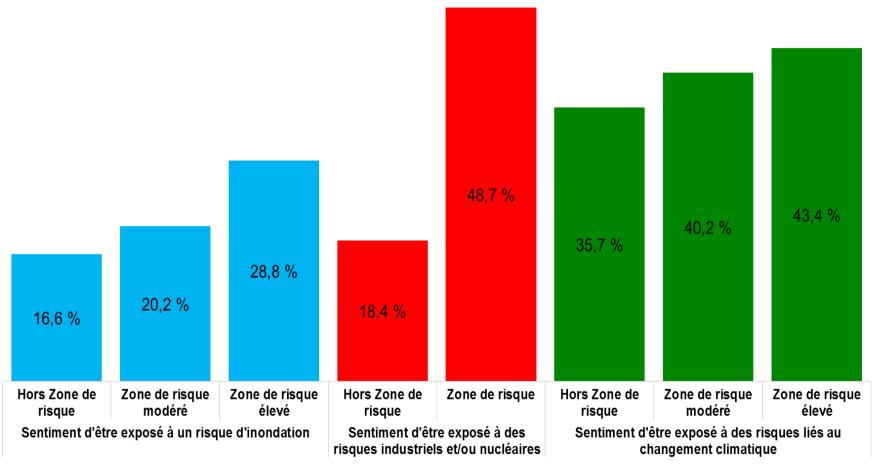
Source: DGPR, CETE Méditerranée, 2012 - ©IGN, BD Carto ®, 2011.

- ☐ Près de **11 500 PPRN** et **300 PPRT** approuvés
- ☐ Près de 6 000 communes exposées dotées d'un plan communal de sauvegarde
- ☐ 122 TRI définis fin 2012 dans le cadre de l'EPRI
- □ PAPI labellisés au 31 mai : protection de 16 % de la population et 15,5% des emplois exposés au risque inondation dans l'EAIP
- ☐ Devoir d'information : Prim,net, Géorisques, ONRN



Le sentiment d'exposition aux risques

Correspondance entre **exposition effective** et **exposition ressentie** en France métropolitaine

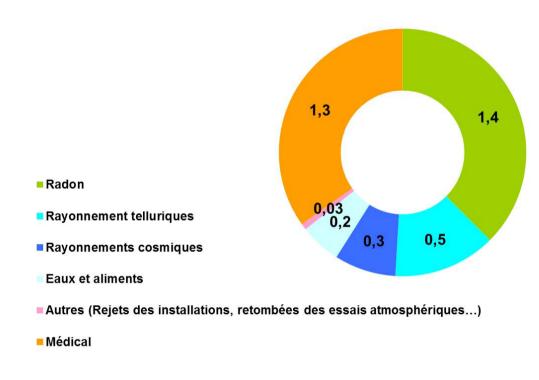


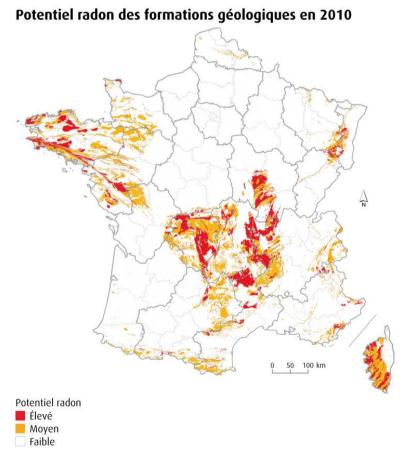


Source: SOeS, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques environnementaux, collecte LH2 (2013).

L'exposition à la radioactivité

Exposition moyenne de la population aux rayonnements ionisants en France (en mSv/an)





Source : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), 2010 -

© IGN, Route 500®.



Une édition 2014 déclinée dans une large gamme de produits adaptés aux différents publics



Des synthèses thématiques Support papier et numérique

Rapport (384 pages)



Des données et ressources complémentaires

Portail web



du Développement

Une synthèse Grand Public

Support papier et numérique

Brochure (52 pages)

La communication autour du rapport

- <u>De nombreux supports de diffusion mobilisés</u> (sites internet, réseaux sociaux, lettre d'informations…)
- <u>Des envois papier</u>: 3000 rapports et 3000 synthèses) avec listes de diffusion sur mesure
- La mobilisation de réseaux thématiques
- De nombreuses présentations
- _



Les destinataires du rapport

- Services de l'Etat : adm. centrales et déconcentrées (Préfet, Dreal, Deal, DDT(M))
- Elus nationaux (parlementaires, locaux…) : CR, CG, associations élus, députés, sénateurs, Cese, Ceser…
- Institutions internationales
- Réseau EEDD, médiathèques, réseau CPIE, CRDP...
- Partis politiques, syndicats, associations professionnelles...
 - Acteurs sectoriels : emplois, eau, air, espaces naturels, agriculture, déchets...



Retrouvez l'édition 2014 du Rapport sur l'environnement

<u>www.developpement-durable.gouv.fr</u>

Rubrique > Développement durable > L'environnement en France



Des idées innovantes

PDF interactif

Téléchargement des tableaux et figures Téléchargement par chapitres Lien vers les Rapports régionaux



Une démarche généralisée en Europe



THE EUROPEAN ENVIRONMENT STATE AND OUTLOOK 2015

SYNTHESIS REPORT











La vision de l'Europe pour 2050

'En 2050, nous vivons bien, dans les limites écologiques de notre planète. Nous devons notre prospérité et la bonne santé de notre environnement à notre économie innovante et circulaire, qui ne connaît pas de gaspillages et dans laquelle les ressources naturelles sont gérées de manière à renforcer la résilience de notre société. Notre croissance à faibles émissions de CO2 est depuis longtemps dissociée de l'utilisation des ressources, ce qui a créé la dynamique nécessaire à l'émergence d'une économie mondiale durable.'



Source: 7ème programme d'actions pour l'environnement de l'Union européenne

Principaux messages du rapport européen sur l'environnement (édition 2015)

- (édition 2015)

 *Les politiques ont apporté des avantages substantiels en matière d'environnement, d'économie et de bien-être de la population ; mais des défis majeurs subsistent
- L'Europe doit relever des défis persistants et émergents liés aux systèmes de production et de consommation, et au contexte mondial en rapide évolution
- Réaliser la vision 2050 nécessite des transitions du système, générés par des actions plus ambitieuses des politiques, de nouvelles connaissances, des investissements et de l'innovation
- Cela présente de grandes opportunités pour stimuler l'économie et l'emploi en Europe et développer la science et l'innovation

Protéger, conserver et renforcer le capital naturel

	Évolution des tendances sur 5-10 ans	Perspectives à plus de 20 ans	Progrès dans la réalisation des objectifs
Biodiversité des milieux continentaux et aquatiques			
Utilisation des terres et fonctions des sols			Pas d'objectifs
État écologique des masses d'eau douce			×
Qualité de l'eau et charge en nutriments			
Pollution de l'air et impacts sur les écosystèmes			
Biodiversité marine et littorale			×
Impacts du changement climatique sur les écosystèmes			Pas d'objectifs



V	En très bonne voie de réalisation des objectifs visés	dances à l'amélioration	Т
	Partiellement en voie de réalisation des objectifs	Tendances mitigées	
X	visés Très loin de la réalisation des objectifs visés	Tendances à la détérioration	

Utilisation efficace des ressources et économie sobre en carbone

	Évolution des tendances sur 5-10 ans	Perspectives à plus de 20 ans	Progrès dans la réalisation des objectifs
Utilisation mesurée des ressources et matières premières			Pas d'objectifs
Gestion des déchets			
Atténuation des émissions de gaz à effet de serre et du changement climatique			√ / ×
Consommation énergétique et utilisation des combustibles			\checkmark
Demande de transport et impacts environnementaux			
Pollution industrielle de l'air, du sol et de l'eau			
Utilisation de l'eau et contraintes liées à la disponibilité en eau			×



Tendances à l'amélioration

En très bonne voie de réalisation des objectifs visés

Tendances mitigées

Partiellement en voie de réalisation des objectifs visés

Tendances à la détérioration

Très loin de la réalisation des objectifs visés

 $\overline{\mathbf{V}}$

×

Protection les personnes contre les risques environnementaux pour la santé

	Évolution des tendances sur 5-10 ans	Perspectives à plus de 20 ans	Progrès dans la réalisation des objectifs
Pollution de l'eau et risques environnementaux menaçant la santé			☑ / □
Pollution de l'air et risques environnementaux menaçant la santé			
Pollution sonore (spécialement dans les zones urbaines)		n.a.	
Systèmes urbains, infrastructures et habitat			Pas d'objectifs
Changement climatique et risques sanitaires			Pas d'objectifs
Substances chimiques et risques sanitaires			□ / ×



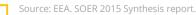
Tendances à l'amélioration	
Tendances mitigées	
Tendances à la détérioration	

En très bonne voie de réalisation des objectifs visés Partiellement en voie de réalisation des objectifs

visés

Très loin de la réalisation des objectifs visés

 \checkmark







Objectifs intermédiaires et de long terme de la politique environnementale

Durabilité environnementale

Objectifs de recyclage des déchets de l'UE

Directive cadre sur l'eau

Pêche selon le principe du rendement maximal

Objectifs du Millénaire pour le développement

2015

Objectifs Europe 2020

Enrayer la perte de

biodiversité

Objectifs de l'UE pour le climat

Objectifs de Qualité de l'air

Objectifs de recyclage des déchets de l'UE

2020/2030

2050

Vision 2050 du 7ème PAE

Réduire les émissions de GES de

80% à 95%

Plan d'action pour la sauvegarde

des ressources en eau

Impact Zéro (air)

Consommation nette en terre

nulle

Objectifs de développement

durable



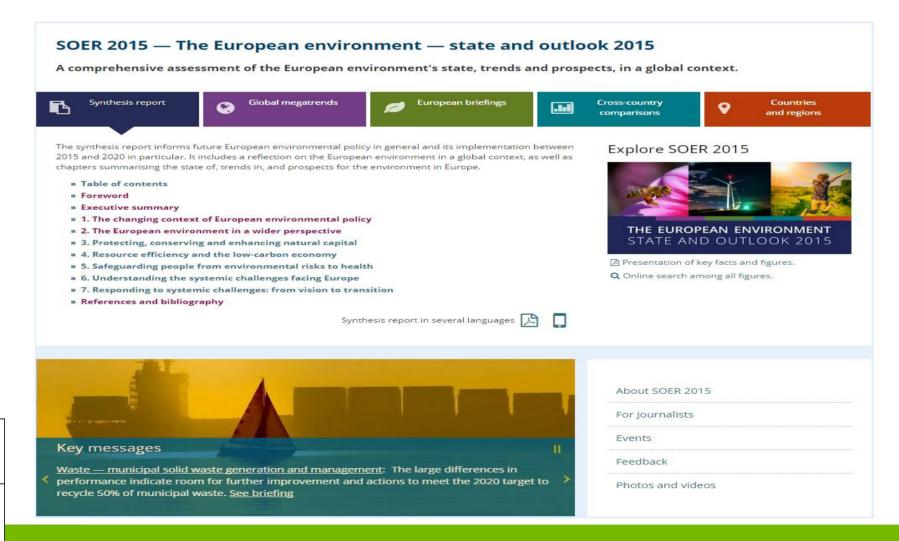


Évolution des défis environnementaux

Caractérisation du type de défi	Spécifique	Diffus	Systémique
Caractéristiques principales	Relation de cause à effet relativement directe ; sources ponctuelles et étendues ; souvent locales	Causes cumulatives ; sources multiples ; souvent régionales	Causes systémiques ; interconnectées ; souvent globale
Mis en exergue depuis	1970s/1980s	1980s/1990s	1990s/2000s
Problèmes liés à	Dommages aux forêts en raison des pluies acides ; rejets des eaux urbaines	Émissions dues aux transports ; eutrophisation	Changement climatique ; perte de la biodiversité
Principale réponse politique	Politiques ciblées et instruments à usage unique	Intégration des politiques et sensibilisation du public	Ensemble cohérent de meures et approches systémiques



<u>Pour en savoir plus</u> consulter le rapport européen sur l'environnement (SOER2015) en ligne eea.europa.eu/soer





MERCI DE VOTRE ATTENTION

CGDD - SOeS - Irénée JOASSARD

Irenee.joassard@developpement-durab le.gouv.fr

